

N° 780 — 4 F

DU 30 MARS AU 6 AVRIL 78

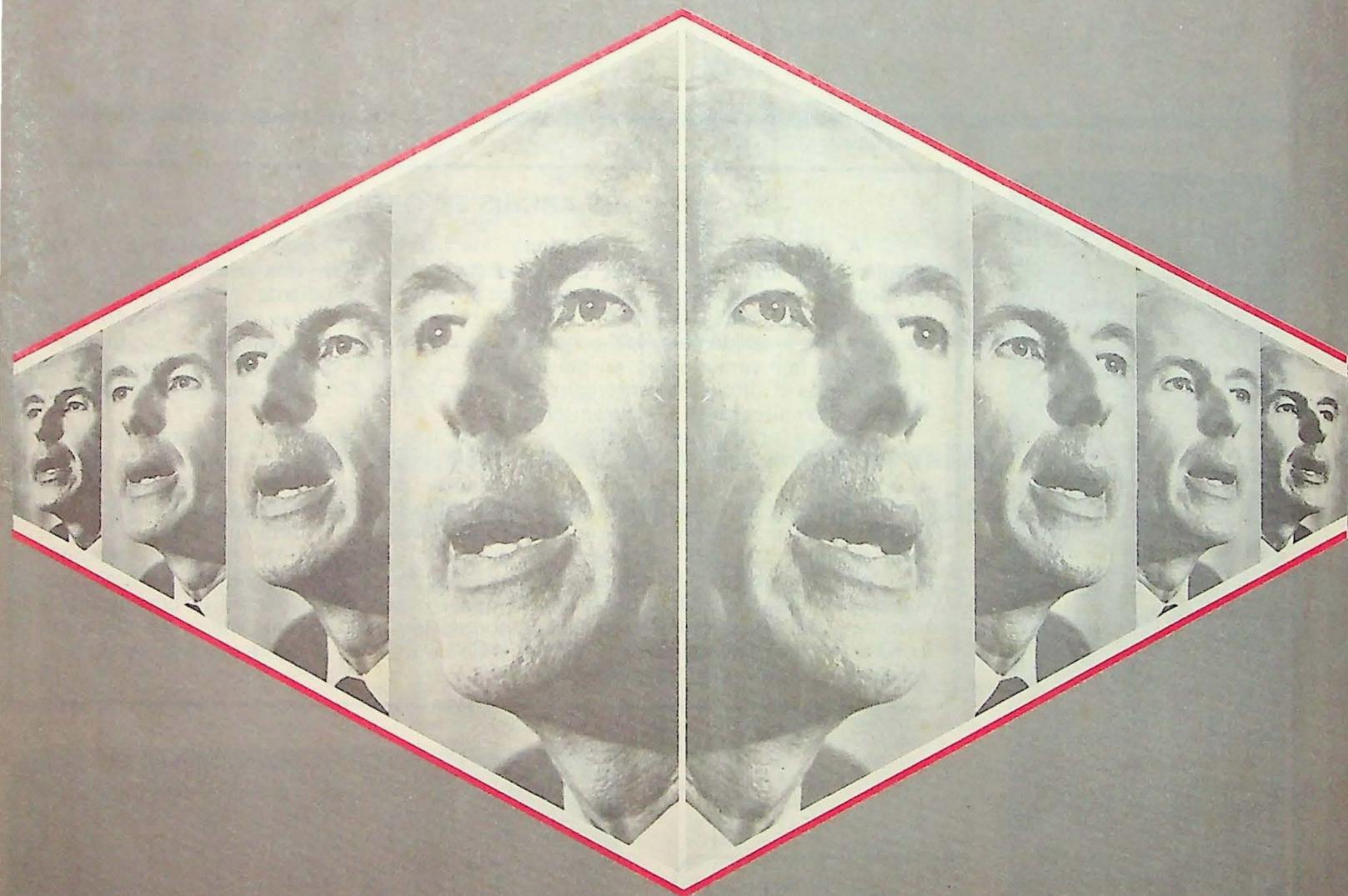
nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

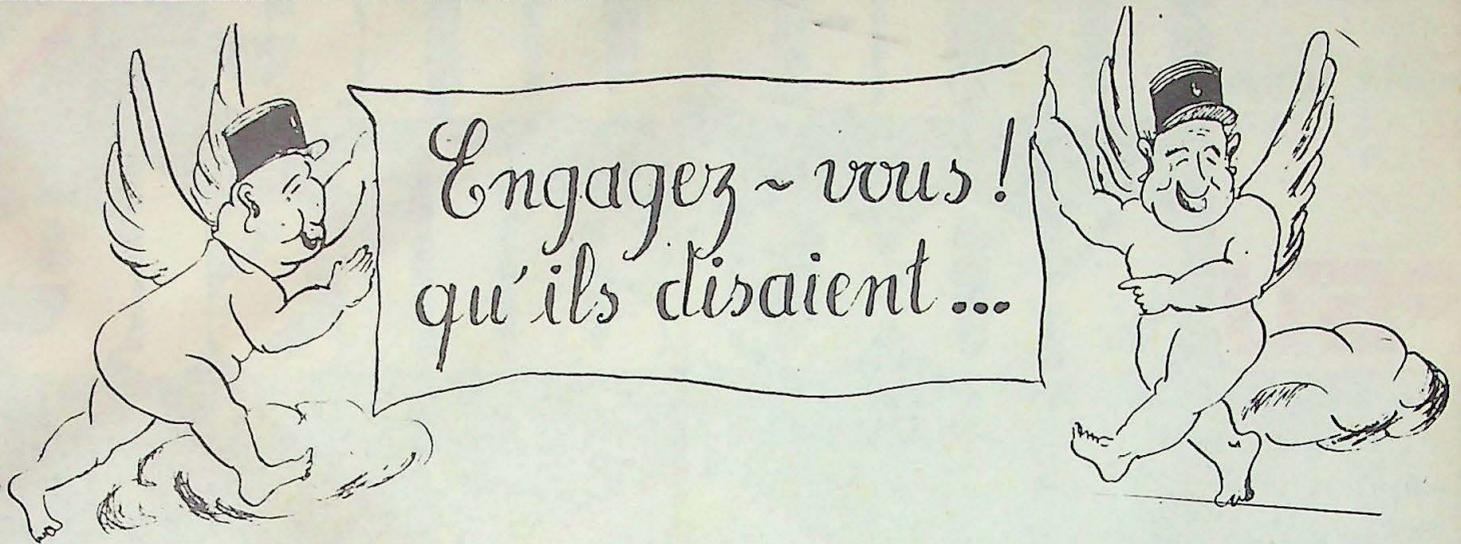
PSU

tribune socialiste

"BRETAGNE NOIRE,
COLÈRE ROUGE"



**GISCARD:
LA MARGE DE
MANŒUVRE**



« ENGAGEZ-VOUS ! QU'ILS DISAIENT »

Un nouveau mensuel vient de naître réalisé par le Collectif des anciens engagés (secrétariat, Le Cun, La Blaquèrerie, 12230 La Cavalerie) regroupant plusieurs dizaines d'ex-officiers et sous-officiers d'active qui entendent dénoncer les réalités de l'institution militaire. La plate-forme que vient de rendre public le Collectif ainsi constitué précise que, bien que se situant « dans l'optique du mouvement ouvrier, les anciens engagés ne revendiquent aucune appartenance politique précise ». Plusieurs publications sont d'ores et déjà disponibles auprès du CUN. Un dossier sur « Les écoles militaires », disponible au prix de 1,60 F (tarifs dégressifs en fonction des commandes) ; un tract : « Engagez-vous ! qu'ils disaient » (100 ex. : 15 F) ; enfin la pétition : « Non à la publicité mensongère de l'armée ».

LES ARCHIS EN GREVE

A quelques jours des élections, les décrets d'Ornano réorganisant l'enseignement de l'architecture sont parus au **Journal officiel**. Ces décrets, d'une part, renforcent la sélection en limitant l'inscription des étudiants étrangers ; en instaurant un concours en fin de 1^{re} année, véritable *numerus clausus*. D'autre part, ils annulent pratiquement les acquis de la réforme de 68. Comment ? En imposant des stages non rémunérés ; en mettant en place un 4^e cycle pour dégager un corps d'architectes d'élite ; en renforçant les pouvoirs du directeur ; en rendant les UP (écoles d'architecture) concurrentielles.

D'ores et déjà la mobilisation s'organise. La plupart des UP sont en grève. A Paris comme en province. Jeudi 16 mars une manifestation nationale a regroupé 2 000 étudiants à Paris. Elle a été chargée par les forces de l'ordre (avant même d'arriver devant le ministère de la Culture) qui ont blessé plusieurs étudiants et procédé à une dizaine d'interpellations. Une coordination des étudiants s'est réunie le 21 mars à Nantes. Des délégués de chaque UP en grève, désignés par les assemblées générales se sont retrouvés pour proposer de nouvelles échéances. De son côté la coordination des enseignants a décidé le boycott de la réforme : ils refusent de participer à toutes les commissions mises en place par la réforme, ils démissionnent des conseils de gestion et veulent instaurer de nouvelles structures « de résistance ».

A NOS LECTEURS

Comme chaque année à pareille époque, **Tribune socialiste** cessera de paraître durant une semaine (du lundi 10 avril au dimanche 16 avril). **T.S.** paraîtra donc normalement le jeudi 20 avril.

LA COUPE DEBORDE, VIDELA !

Le C.O.B.A. (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris, tél. 531-43-38, après 15 h) vient d'éditer dans le cadre de sa campagne une plaquette réalisée par une soixantaine de dessinateurs et dessinatrices intitulée : **Argentine 78 : la coupe déborde, Videla !** Les dessins originaux seront présentés et exposés au Centre américain, 261 bd Raspail (Paris) le samedi 1^{er} avril, à partir de 16 h. Des dessins de Batellier, Bellenger, Cagnat, Chenez, Gebe, Kerleroux, Mathe, Plantu, Piem, Sine, Soulas, Vasquez de Sola, Wiaz, Willem, etc. Quant à l'appel pour le boycott, à faire signer très largement autour de vous, il est disponible à l'adresse du C.O.B.A.

PHOTOS : p. 8 : Manuel Joaquim ; p. 9 : Manuel Joaquim ; p. 12 : photo AP ; p. 13-14 : Manuel Joaquim ; p. 16 : DR ; p. 17 : DR ; p. 18-19 : Manuel Joaquim ; p. 20 : DR ; p. 22 : DR.

TRIBUNE SOCIALISTE

OFFRE VALABLE JUSQU'AU
30 AVRIL 1978

En 1978, vous ne pouvez plus ignorer **Tribune socialiste**. Voici pourquoi. Ceux qui nous connaissent le savent déjà : pour nous, qui avons un idéal politique, le socialisme se confond avec l'autogestion. Quelquefois, certaines personnes ignorent le mot mais connaissent sa signification. Pourtant, il suffit de regarder autour de soi. De plus en plus, chacun veut décider de sa vie. Vous aussi. C'est normal. C'est ça au fond l'autogestion. Et **Tribune socialiste** — en abrégé « TS » — est le seul hebdomadaire d'opinion qui se réclame de l'autogestion. C'est pourquoi nous pensons que **TS** vous intéresse. Alors abonnez-vous à Tribune socialiste *.

* Voir notre bulletin d'abonnement (page 4).

HUMEUR

Quand on a du pétrole, il faut quand même avoir des idées

Un peu dépassés par les événements dont ils viennent de bénéficier, les Bretons n'ont pas encore déployé beaucoup d'imagination pour mettre à profit la bonne fortune qui leur échoit. Un vrai don du ciel : 233 000 tonnes de bon pétrole que ces mécréants d'Anglais enragent de ne pas pouvoir ramasser.

D'abord on peut en gaspiller quelques litres pour rigoler : Becam, le sous-ministre de l'Intérieur au collectivisme local, le Préfet maritime et quelques-uns de ses adjoints, le gurgusse du ministère de l'Environnement qui participe à l'action en courant d'un poste à l'autre pour dire que son ministre a les choses bien en mains, autant de gens qui seraient parfaits avec un peu de goudron et de la bonne plume bretonne.

Sérieusement :

Il faut profiter de l'opération « **nettoyage par le vide** » entreprise par les autorités. Le détergent déversé à la tonne, c'est — façon de parler — du gâteau : plus un poisson certes, mais surtout plus une algue dégueulasse, plus de crabes pinceurs, plus de méduses, plus d'étoiles de mer peu ragoutantes, plus rien. Propre, nickel, parfaite la côte bretonne. Même plus un seul de ces salauds d'oiseaux pour s'oublier sur les rochers ou sur la gueule d'un de ces touristes qui cavalaient vers la Côte-d'Azur au moindre crachin.

Le paysage « **vacances de l'An 2000** ». Briqué comme un sou neuf, luisant de propreté, une vraie nature d'avant-garde.

Les rochers, les galets moussus, les quais verdâtres, le sable douteux, le goémon gluant et plein de petites bêtes, c'est terminé. La Bretagne va s'équiper de neuf sans avoir « l'indécence », comme dit le ministre, d'en faire des états d'âme politiques. La « **rançon du progrès** » va leur permettre de s'offrir une Bretagne de rêve.

Avec le pétrole récupéré, les Bretons vont se mouler de

magnifiques rochers et quais en plastique, et tout le reste. Ils pourront même choisir la couleur. Pour les algues, comme faut quand même pas prendre les touristes pour des cons, le vert sera obligatoire. Pour le sable, ce sera du jaune ou du rouge, au choix. Les tapis de plage pourront même être réversibles, rouge d'un côté, jaune de l'autre, et la municipalité pourra les mettre en place sur la plage après un référendum (démocratique) chez les estivants.

Une seule obligation : tous les deux mètres environ, une petite alvéole pour un crabe ou un coquillage en plastique. Au touriste qui les ramènera au syndicat d'initiative la commune offrira un steak de pétrole gratuit.

Sur l'eau, tenus en laisse par des fils invisibles, des canards, des cormorans, des mouettes, des fous de Bassan, des macareux et des goélands, toujours en plastique et parfaitement imités, se dandinant nonchalamment au-dessus d'une mer parfaitement transparente, plus jamais troublée par la moindre vie. Une piscine ! Enfin...

Les uns dans les restaurants et les hôtels, les autres dans les usines de plastique, les Bretons offriront enfin le séjour touristique idéal. A chaque fois que le matériel commencera à s'user ou à manquer, il leur suffira de refaire le **coup de Portsall** : quelques feux allumés sur la grève et, trompé, hop, un pétrolier se jette sur les récifs.

Restera plus qu'à récupérer goulûment. Pour le nettoyage, pas de problème, le plastique ça se lave facilement avec un peu de détergent et cela ne se raye pas.

Sacrés Bretons !

C.M. VADROT ■

CASERNES : LA REPRESSION

Cette lettre restera anonyme puisqu'elle émane d'un comité de soldats. Il faut savoir que la répression continue de s'abattre en silence sur les appelés.

Un soldat du 3^e régiment de Dragons (basé à Stetten A.K.M. en Allemagne), le brigadier Thierry Giami est aux arrêts de rigueur depuis le 15 mars. Soixante jours d'arrêts de rigueur, accusé qu'il est à la suite d'une conversation téléphonique de tentative de démoralisation de l'armée.

Nous tenons à faire connaître les faits suivants :

- une écoute téléphonique ne peut en aucun cas constituer une preuve ;
- le secret maintenu sur cette affaire est proprement scandaleux : T. Giami est tenu dans un isolement total, sans aucune possibilité de défense. L'armée se permet donc d'emprisonner des individus sans qu'aucun recours soit possible.

L'arrestation a eu lieu à l'hôpital militaire de Tübingen où l'intéressé suivait un traitement médical. Il a été conduit au camp militaire de Stetten, alors que de plus il était consigné sanitaire : un des soldats de sa chambrée était surveillé pour méningite.

Aussi nous dénonçons la répression dans les casernes et réclamons la libération immédiate de Thierry Giami et le droit à la libre expression des appelés. ■

OBJECTION COLLECTIVE : C'EST FACILE

Comme chacun sait, pour obtenir le statut d'objecteur de conscience, il faut évoquer des motivations religieuses ou philosophiques, à l'exclusion de toute raison politique. L'opération 20 est un moyen de contourner le problème.

L'OP 20 consiste à envoyer collectivement la même lettre de demande de statut, donnant le minimum de renseignements. Elle vise principalement à battre l'arbitraire de la commission juridictionnelle qui, suivant les moments peut admettre ou refuser des demandes similaires. Elle permet aussi de faciliter et de dépersonnaliser la demande de statut.

Au début (1972) les participants à l'OP 20 ont rencontré certains problèmes de refus, et il y a eu des arrestations. Mais tout le monde a fini par avoir le statut. Depuis environ 2 ans, elle se déroule sans aucun problème.

A Lille, dernièrement, 7 objecteurs ont obtenu le statut en envoyant en même temps, la même lettre. Cela se passait en juin 77. En novembre, nous avons reçu une demande de précision à laquelle nous avons répondu sans donner plus de renseignements. Le statut nous a été accordé en février. Il nous a donc fallu 8 mois pour l'obtenir.

Pour tout renseignements sur l'OP 20 : Robert Hazaud, Les Asselins-Digulleville, 50440 Beaumont-Hague.

PRECISIONS...

Dans TS n° 778 est paru un article sur la grève des agents sur contrat de la Documentation française, sous le titre : « Eux, ils osent ».

Nous voudrions apporter les précisions suivantes à cet article :

— En premier lieu, c'est l'ensemble du personnel de la DF (Paris et Aubervilliers) qui s'est mis en grève à 80 % pour soutenir les revendications des agents sur contrat. Ceci ne figure pas dans l'article.

— En second lieu, il nous paraît erroné de prétendre que le renforcement de l'unité syndicale (CGT, CFDT, Syndicat autonome) soit consécutif à la rupture de l'Union de la gauche ; elle est selon nous, le résultat d'un renversement des rapports de force entre les syndicats (au profit de la CFDT et, dans une moindre mesure de la CGT) et du travail de la CFDT, bien avant le 22 septembre 1977.

De la même manière nous ne pensons pas que les résultats du PC et du PS au premier tour aient renforcé la mobilisation. A notre avis, les échéances politiques (rupture PC-PS de septembre, élections) n'ont pas eu l'importance que vous leur attribuez dans cette grève (le préavis de grève a d'ailleurs été déposé avant le premier tour).

Nous serions heureux que vous publiez ces précisions.

La section CFDT-DF de Paris. ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hecet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 096

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, Impression :

S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

Reconstruire l'unité

Par François TURQUAN



L'Union de la gauche telle qu'elle a été pratiquée depuis 1972 a vécu. La rupture entre le PCF et le PS, avant les élections, a provoqué la défaite.

Le vide laissé le 23 septembre 1977 par la disparition du Programme commun n'a pu être comblé par l'élan unitaire des travailleurs, que, depuis 1972, l'absence d'une mobilisation populaire permanente et de toute forme d'organisation unitaire à la base avait largement stérilisé.

Cette incapacité permanente de la gauche traditionnelle à créer un lien permanent entre la mobilisation sociale et la mobilisation électorale explique l'incroyable faiblesse de ses réactions face au pouvoir.

On peut critiquer l'empressement avec lequel les dirigeants politiques et syndicaux ont répondu à l'invitation de Giscard. Pourtant il était concevable que, sentant l'adversaire encore surpris par sa victoire et conscient de la profondeur du mécontentement populaire, les principaux responsables du mouvement ouvrier utilisent cette occasion pour arracher des concessions au gouvernement et, à travers lui, au patronat.

Mais partis de gauche et syndicats sont allés discuter sans aucune coordination préalable. En matière revendicative, il ne s'agit plus de possibilisme, mais d'un misérabilisme qui contraste cruellement avec les rodomontades pré-électorales sur le « troisième tour » social.

La tendance au repli sur soi se développe. C'est au sein du Parti socialiste que la menace est la plus forte. Dans ce parti qui s'est essentiellement construit dans le combat électoral, dont l'enracinement dans la lutte ouvrière est encore faible, le risque est grand de voir la désillusion militante et le ressentiment contre le PCF utilisés par les tendances droitières pour qui la pratique unitaire doit être limitée au terrain électoral. Cette évolution du PS aggraverait, au sein du PCF, la tendance à privilégier son propre renforcement au détriment du combat unitaire et lui permettrait d'esquiver le débat sur ses responsabilités dans la défaite électorale, débat que demande ouvertement un nombre croissant de ses militants.

Le repli sur soi des organisations syndicales serait encore plus dangereux. Il provoquerait un recul du mouvement revendicatif, à la fois sur le contenu des revendications et sur la stratégie des luttes. Rien ne serait plus désastreux que de nier toute possibilité de déclenchement, à moyen terme, d'un puissant mouvement social et, en fait, de l'empêcher d'avancer, en se cantonnant dans la stratégie insuffisante du coup par coup, en refusant de rechercher les formes, les moyens et les objectifs de larges accords unitaires.

Pour gagner les prochains combats quotidiens, puis ouvrir de plus larges perspectives, la coopération de toutes les organisations ouvrières et populaires, politiques et syndicales, la coordination systématique de leurs efforts sont nécessaires. C'est bien d'unité d'action qu'il s'agit aujourd'hui, à la base comme au sommet. C'est par là que pourra être reconstruite l'unité et que le débat pourra reprendre, libéré des hypothèses passées, engagé à partir du déroulement concret de la lutte des classes et des aspirations des travailleurs. ■

- **Où va la France ?**
- Reconstruire l'unité
par **F. Turquan** p. 5
- Giscard : la marge de manœuvre
par **M. Anvers** p. 6-7
- La maison des rendez-vous
par **L. Goldberg** p. 8
- L'unité dans la diversité
par **V. Fay** p. 9



- Elections : « un courant critique »
par **S. Depaquit** p. 10-11

- **Social**
- Faire semblant
par **Y. Sparfel** p. 12
- « Noire la Bretagne,
rouge notre colère »
par **R. Lanarche** p. 13-15

- **Et pourtant elle tourne**
- Francfort : le III^e tribunal Russel
propos recueillis
par **A. Chataignier** p. 16
- Espagne : la bataille syndicale
par **Vitoria Marquez** p. 17

- **La parole à**
- Henri Lefebvre
et Catherine Régulier :
« La révolution n'est plus ce
qu'elle était »
propos recueillis
par **J. Sanchez** p. 18-19



- **Les armes de la critique**
- Livres : sélection p. 20
- Revue des revues p. 21
- Cinéma : Tartarin spaghetti
par **F. Gastellier** p. 22



- Télé : les grandes causes
par **Ph. Mariélie** p. 23

où va la France ?

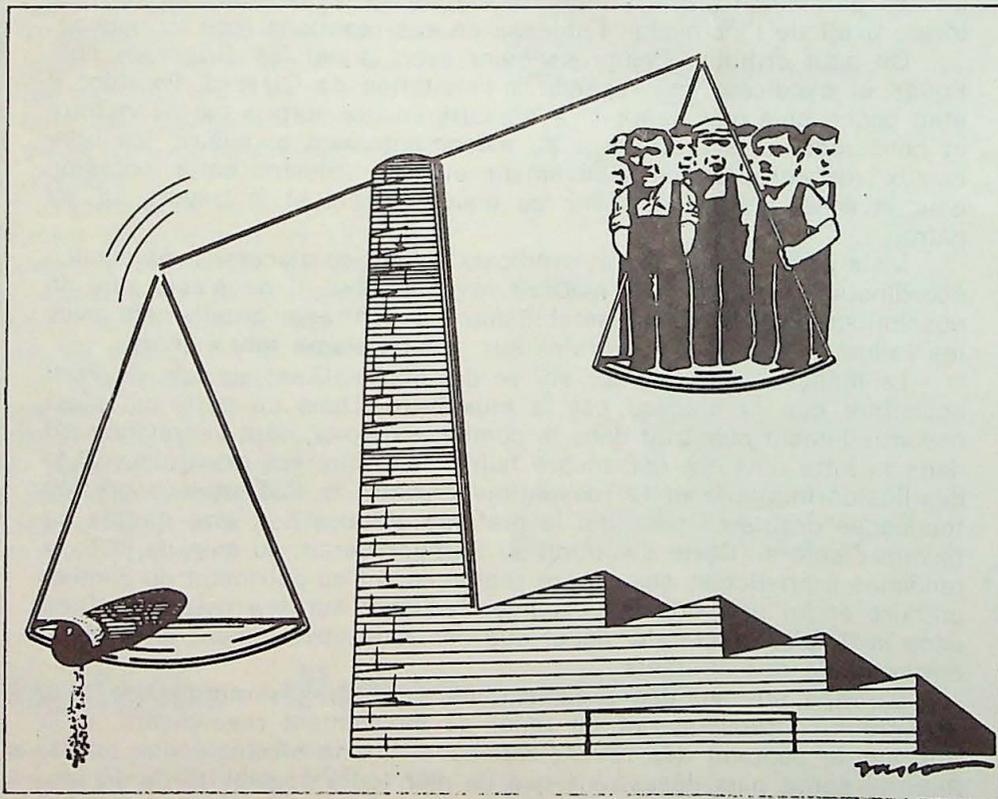
Giscard : la marge de manœuvre

C'est le printemps des patrons, le retour au capitalisme sans complexe. Depuis le 19 mars, il n'est question que de "restructuration", d'"assainissement", de "redéploiement" de l'économie... Avec ou sans Barre, Giscard, pour désamorcer la riposte des travailleurs, propose sa politique d'"ouverture", celle de la négociation contractuelle : en fait, celle de l'austérité avec des fleurs.

Pour les patrons, c'est l'heure du grand règlement de compte économique et social, de l'"épuration" qui suit la victoire. Misant sur une capacité de riposte des travailleurs affaiblie par le résultat des législatives, ils escomptent réaliser en quelques semaines ce que la proximité des élec-

journal patronal « *La vie française/l'opinion* ».

Ce « dégraissage » doit constituer, dans la ligne du plan Barre, le premier élément de recherche d'une rentabilité accrue, soi-disant dans l'optique de la nouvelle confrontation économique internationale. Deuxième élément :



tions leur interdisait : « l'élagage » des branches d'activité non rentables, la liquidation des « canards boiteux ». Bref, c'est le retour au capitalisme sans complexe, débarrassé des considérations morales de circonstances. Combien de travailleurs du textile, de la sidérurgie, des chantiers navals, du papier, de l'imprimerie vont aller grossir le cortège des chômeurs ? La « restructuration active de l'appareil de production portera sur le marché du travail des demandeurs d'emploi supplémentaires », écrit pudiquement le

le forcing patronal pour obtenir du prochain gouvernement la liberté de fixation des prix, et, mieux encore, l'abrogation du fondement juridique du contrôle et de l'encadrement des prix : l'ordonnance de 1945 (dont la réforme est d'ailleurs inscrite au programme de Blois). Troisième élément : l'allègement des charges sociales et fiscales (également envisagé dans le programme de Blois). Sur ce point, il faut savoir que 113 députés de droite élus ont signé « l'appel pour le blocage et la réduction des impôts et des charges

sociales » lancé en janvier par plusieurs responsables économiques, notamment Charpentier (CGC) et Gignereyre (PME). Ce qui laisse augurer une politique hardie de réformes sociales.

Un Waterloo économique et social ?

Aussi la question principale est de savoir si le futur gouvernement osera laisser se réaliser ce véritable Waterloo économique et social. Tiendra-t-il pour négligeable la riposte potentielle des travailleurs ? En fait, la situation économique en ce début de printemps devrait l'amener à plus de prudence : rarement la conjoncture n'a été aussi désastreuse.

D'abord le chômage. Il a officiellement progressé de près de 2 % en février atteignant le chiffre de 1 050 300 sans emploi et marquant une augmentation de 70 000 par rapport à février 1977. Or, entre temps, sont intervenus, d'une part, le fameux « pacte national pour l'emploi » avec les résultats que l'on sait — voir T.S. n° 779 — et, d'autre part, le nouveau système de comptage de l'ANPE mis en place pour dégrossir le volume du chômage à la veille des élections. Confirmation de l'aggravation du chômage, le nombre des faillites rejoint actuellement le nouveau record de 1975. Le nombre total de jugements de règlements judiciaires et de liquidations s'élève en février à 1 292 contre 1 264 en janvier et en décembre, et contre 1 046 en février 1977.

« Février confirmera le coup d'arrêt donné au chômage depuis six mois : avait fort imprudemment déclaré Beullac. En fait, si les patrons mettent à exécution leurs menaces de fermeture d'entreprises et de licenciement, février pourrait marquer de façon officielle le retournement de la tendance. Grossi de ces nouveaux chômeurs et des jeunes remerciés du « pacte pour l'emploi », le nombre de chômeurs qui avoisine 1 300 000 pourrait atteindre des niveaux encore inégalés. Seize millions de chômeurs dans les 26 pays de l'OCDE, six millions en Europe, la crise du capitalisme n'est pas une image d'Épinal.

La crise camouflée

Sur le « front » de l'inflation, les perspectives ne sont guère meilleures. Les indices électoraux de décembre (+ 0,3 %) et de janvier (+ 0,5 %) seront suivis de hausses supérieures qui intégreront les augmentations retardées prévues dans les « engagements de modération » (de + 2 % à + 3 % de moyenne en février ; automobiles, tarifs routiers de voyageurs ou de ma-

chandises par exemple) et celles de certains tarifs publics programmées pour avril : + 15 % pour la SNCF ; + 12 % environ pour EDF-GDF... L'inflation va donc repartir — sans « flambée » des prix à proprement parler, mais avec vigueur quand même — avec ce que cela comporte de lambinage de pouvoir d'achat pour les travailleurs et les retraités.

Les déclarations péremptoires de la droite vont se faire plus discrètes, d'autant que les comparaisons internationales ne sont pas au bénéfice de la France. En effet, chez ses principaux concurrents, la hausse des prix a été bien moins vive : en taux annuel sur douze mois, janvier 1977 - janvier 1978, les USA ont connu une hausse de 6,6 %, le Japon de 4,3 %, l'Allemagne fédérale de 3,2 % ; la France, elle, atteint 9,2 %. Ce qui laisse prévoir à terme quelques difficultés pour l'équilibre de la balance commerciale et le franc.

D'ailleurs, en ce domaine, les résultats constatés ces derniers mois devraient conduire à une certaine circonspection et ne plus donner lieu aux déclarations de victoire dans le style de celles entendues pendant la campagne électorale : le rétablissement cahotique de l'équilibre commercial est principalement dû à la quasi-stagnation de la demande intérieure à laquelle répond le plafonnement depuis plus d'un an de la production industrielle. Relativement facile à retrouver dans une situation de stagnation économique, l'équilibre des échanges extérieurs est beaucoup plus difficile à atteindre en période d'expansion : toute croissance supplémentaire de 1 % entraîne une augmentation de 2,82 % des importations...

C'est donc dans ce contexte de crise, systématiquement camouflé aux Français, que les patrons s'apprêtent à réaliser leur « assainissement » en profondeur de l'appareil productif.

Les choix divergents de la Droite miraculée

Mais, pour le faire accepter, les moyens politiques et économiques divergent. Depuis le système Barre dont la reconduction à la tête du gouvernement est réclamée par le patronat et qui incarne la poursuite de l'austérité, jusqu'à une solution à la Chirac qui préconise une relance massive de l'économie avec, pour objectif prioritaire la réduction du chômage (voie « populaire-autoritaire »), on peut imaginer toutes les formules possibles du type « Chaban-Delmas » et qui consistent à enrober dans le discours contractuel les « sacrifices » exigés par le redéploiement de l'appareil productif. Avec en tout état de cause comme premiers « sacrifiés », les femmes et les immigrés voués au « retour au foyer » ou aux emplois précaires (temps partiel, intérim...).

Giscard se trouve devant un choix : ou laisser mener ces opérations « à chaud » dans la crise, avec les risques politiques que cela comporte ; ou les réaliser dans un mouvement de reprise générale de l'économie artificiellement suscité mais qui en hypothèquerait à terme les résultats. Ou bien, les camoufler plus ou moins, en en compensant les coûts pour les travailleurs, tout en poursuivant une politique d'austérité allégée. Dans les trois cas, on comprend bien tout l'intérêt de la politique d'ouverture annoncée.

En fixant trois orientations à l'action du futur gouvernement : poursuite

du redressement (traduisez : de l'austérité), réduction des inégalités, décentralisation des responsabilités, Giscard semble s'orienter vers la dernière voie, celle de la négociation contractuelle. Mais cela signifierait que la France s'installe structurellement dans une situation qui maintient plus d'un million de chômeurs. Pour le RPR, compte tenu des promesses faites pendant sa campagne, de sa volonté de se départir de l'action du Président, voilà qui devrait paraître inacceptable. De beaux affrontements en perspective au sein de la droite miraculée.

Martial ANVERS ■

VACANCES EN GRECE

Départ de Lyon et de Paris chaque lundi :

- Séjours chez l'habitant, en bord de mer, dans l'une des Cyclades : Naxos.
- Circuits du Péloponèse.
- Circuit - Séjour.

Voyage en avion ou dans votre voiture

DEPUIS : 1 590 F.

ET AUSSI...

Algérie, Yougoslavie, Turquie,

Italie, Autriche... France

Asie du Sud-Est

Amérique du Nord et Amérique Latine.

Des séjours, des voyages, des expéditions.

Programme d'été sur demande :
ARVEL - 12 A, bd des Brotteaux
69006 LYON - Tél. : (78) 52-56-48.

La maison des rendez-vous

Le défilé à l'Élysée des principaux dirigeants de la gauche politique et syndicale prend, qu'on le veuille ou non, un sens beaucoup plus large qu'une simple visite protocolaire.

LES visites successives des principaux leaders de l'opposition quelques jours seulement après l'écroulement de ses espoirs consacre de façon spectaculaire la « reconnaissance » du régime et de ses institutions. Depuis vingt ans le refus de franchir le perron de l'Élysée avait pris valeur de symbole : celui du refus du régime issu du coup d'Etat du 13 mai 1958.

Depuis 1972, et surtout depuis 1974, la gauche avait mis beaucoup d'eau dans son vin, en limitant d'abord son projet institutionnel à une simple révision de la Constitution, en acceptant ensuite de gouverner avec Giscard à la présidence.

Aujourd'hui, une victoire électorale inespérée, acquise de justesse, permet à la droite d'obtenir en quelques jours ce qui lui avait obstinément été refusé jusqu'alors : la légitimation d'un régime autoritaire fondé sur le refus de toute alternance et destiné à rendre vaine toute tentative de traduire sur le plan institutionnel la volonté de changement des travailleurs.

Ensuite ces entrevues, hier encore refusées avec hauteur, reviennent à reconnaître en Giscard le véritable vainqueur des élections, à renforcer son « autorité », à donner du crédit à son discours sur la « décrispation » de la vie politique et sur la possibilité « d'ouverture » de la majorité actuelle.

QU'EN est-il réellement ? Que peut offrir Giscard en échange de la « pause » sociale et politique qu'il demande ?

Sur le plan politique, la « décrispation » se limitera vraisemblablement à une participation plus large de la gauche aux travaux parlementaires. Concession d'autant moins coûteuse que le caractère « présidentiel » du régime ne peut que s'accroître.

Sans doute les invectives et les injures seront provisoirement laissées au vestiaire — en attendant la prochaine campagne électorale.

Mais Giscard ne peut guère aller au-delà de quelques concessions purement formelles. Le voudrait-il d'ailleurs qu'il se heurterait à l'opposition, non

seulement du RPR, mais vraisemblablement de ses propres troupes. La droite est d'autant moins prête à partager le pouvoir qu'elle n'en a nullement besoin. On s'en rendra vite compte. La reconduction vraisemblable de Raymond Barre — symbole du mépris pour les « porteurs de pancartes » et de l'invective sommaire, en guise de débat politique — à la tête du prochain gouvernement, marquera les limites des intentions « libérales » de l'Élysée.

Le discours de Giscard sur la « décrispation », voire sur « l'union nationale » fonctionne comme une couverture idéologique, un rideau de fumée, qui traduit et masque à la fois la faiblesse du pouvoir actuel.

La bourgeoisie financière doit impérieusement conduire à son terme la politique de « redressement » qu'elle

a entamé. Elle ne pourra mener à bien l'adaptation de l'économie française à la nouvelle division internationale du travail qu'au prix d'un chômage important et de la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs. Cette perspective se heurte à l'opposition d'une partie du patronat — celui précisément qui est menacé de disparition — et à la résistance du mouvement ouvrier.

ENTRE ces deux écueils la navigation à vue a, jusqu'à présent, assez bien réussi à l'équipe Giscard-Barre. La défaite électorale de la gauche, le désarroi et le découragement qui en résultent, lui donnent un nouveau sursis. Elle ne manquera pas de l'exploiter.

D'abord en écartant le spectre d'un troisième tour social : une discrète relance — provisoire — de la croissance permettra un « saupoudrage social » de nature à calmer les impatiences. On repoussera à plus tard les licenciements massifs inévitables.

Mais le « grand dessein » giscardien demeure la recherche du consentement d'une partie des salariés à l'hégémonie de la bourgeoisie financière. Ce projet a jusqu'à présent lamentablement échoué. Il peut trouver un second souffle pour peu que la gauche lui offre la crédibilité qui lui a fait précédemment défaut.

De ce point de vue, la rencontre « historique » Giscard-Mitterrand, habilement exploitée par les médias, ne peut, en définitive, qu'apparaître pour ce qu'elle est : un important succès du régime et de son chef.

Léo GOLDBERG ■

L'unité dans la diversité

Avec l'échec électoral que vient de subir la gauche c'est le Programme commun qui a sombré corps et biens. La page est donc définitivement tournée. Il faut maintenant à la fois faire moins et plus.

Les travailleurs ont subi un grave échec électoral et leur désillusion aura pour effet, au moins à court terme, un certain découragement. La réconciliation de dernière heure, sans que soient surmontés les désaccords entre le PC et le PS n'a trompé personne. Nombreux ont été les partisans de l'Union de la gauche qui, à la suite des polémiques et invectives, ne croyaient pas à leur possibilité de gouverner ensemble. Etat d'esprit que la bourgeoisie a contribué largement à accroître dans les masses.

Telle a été la cause immédiate de l'échec. Ne faut-il pas chercher les causes plus lointaines et plus profondes

de la défaite des forces populaires ? Ce n'est pas l'alliance qui, en dépit des affirmations contraires, a été rompue ; c'est le Programme commun, ce ciment de l'alliance, qui a sombré. Comment pourrait-on le maintenir, a fortiori actualisé, alors que rebondit la compétition entre le PC et le PS et qu'on annonce une candidature communiste à l'élection présidentielle de 1981 ?

Dans ce climat de rancune où s'affrontent les alliés de la veille, non seulement au sommet, mais aussi, hélas, à la base, la tâche prioritaire des partisans de l'unité d'action est de rechercher un autre dénominateur



François Mitterrand à sa sortie de l'Élysée : un succès pour Valéry Giscard d'Estaing.

commun, de dépasser l'accord sur le programme de gouvernement et de lui substituer une plate-forme revendicative, regroupant ou y associant toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, en particulier le PC et le PS, au lieu d'aborder la négociation avec le gouvernement et le patronat dans l'état de dispersion et de faiblesse.

Il importe de surmonter le découragement et d'engager les pourparlers avec le maximum de cohésion, surtout syndicale, si l'on veut obtenir des concessions que le rapport des forces, au volant de sa Matra-schnoull...

révélé par les élections, permet d'imposer à la bourgeoisie. Il ne s'agit pas de revenir au Programme commun de gouvernement inactuel, inadapté aux conditions de lutte contre la crise et incapable d'ouvrir la voie au socialisme.

Cette page doit être tournée. Il faut maintenant faire à la fois moins et plus. Moins, en concluant un accord le plus large possible sur une plate-forme de lutte pour les revendications immédiates et les réformes les plus urgentes ; plus, en dépassant les limites d'une problématique « démocratie avancée » et en s'attelant à la recherche d'une voie de transition au socialisme. Le projet de la CFDT peut contribuer à cette double recherche et à son aboutissement.

Il serait naïf de croire que l'échec électoral de la gauche ne laissera pas de traces dans la conscience des travailleurs. Aussi bien au PC qu'au PS, des militants se posent des questions concernant d'abord la tactique, mais aussi le caractère de l'alliance, le contenu du programme, la structure du parti...

Cela ne signifie pas qu'il faille s'attendre à des prochains bouleversements et ruptures. Cependant, dans chaque organisation le débat s'engage. Il pourrait déboucher sur une conception différente du mouvement, tendant à rompre à la fois avec les traditions social-démocrate et stalinienne.

Un tel débat ouvrirait la perspective d'une structure plus souple et plus ouverte ; d'un programme tenant compte des transformations profondes de la classe ouvrière ; d'une stratégie et tactique qui, tout en promouvant des accords au sommet, déplacerait le centre de gravité des états-majors vers la base créant des comités d'unité, restituant aux travailleurs le souci de trouver les formes d'action correspondant à leurs intérêts et aspirations.

Ceux-ci ressentent un malaise, dû non seulement à l'échec électoral, mais à la non-adéquation des programmes et structures avec leurs besoins actuels, comme l'indique entre autres le maintien d'un électorat marginal de l'ordre de 3 à 5 %.

PC-PS : l'autogestion... du bout des lèvres

Le PC s'efforce de s'y adapter en jetant du lest. Après avoir abandonné sans débat la dictature du prolétariat, tout en maintenant le rôle dirigeant du parti, les leaders communistes préparent l'abandon verbal du « centralisme démocratique », sans renoncer pour autant à la structure hiérarchisée et autoritaire de leur parti.

Quant au PS, son organisation essentiellement territoriale, favorise l'émergence de nouveaux notables, liés à l'appareil d'État, et la passivité

des adhérents, en dehors des périodes électorales. A l'instar de la V^e République, le PS évolue vers une structure présidentialiste et tend à s'incarner dans un seul homme, qui décide de tout en dernière instance. La télévision accentue encore cette tendance à la personnalisation tant au PS qu'au PC.

Nous sommes loin de l'autogestion, dont se réclament les deux grands partis traditionnels, mais qu'ils se gardent de mettre en pratique. Ils s'en éloignent plutôt. Le détachement d'un certain nombre de militants s'expliquerait par cette contradiction entre l'adhésion du bout des lèvres à la démocratie directe des travailleurs et l'expérience aliénante vécue dans ces organisations.

Le PSU lui-même, bien qu'il fut le précurseur de l'autogestion, n'a pas su transformer suffisamment ses structures. Son organisation repose encore sur les sections locales, ses groupes et sections d'entreprises, pas assez nombreux, se préoccupent surtout de l'action économique, qui débouche rarement sur l'action politique.

De plus, la circulation des idées se fait mal au plan horizontal — entre sections et fédérations — la hiérarchie étant encore trop élevée et les organisations de base attendent trop souvent l'impulsion venant du centre. Or, les travailleurs préfèrent substituer au terme de parti, avec les contraintes qu'il suppose, les termes plus souples de ligue, d'alliance, de front, etc.

En s'alliant avec d'autres groupements, nationaux, régionaux ou locaux, au sein du Front gestionnaire, le PSU n'a pas cherché seulement à étendre son audience électorale ; il a voulu répondre à l'aspiration de la nouvelle génération de travailleurs qui rejettent la discipline stricte et la fonction d'exécutant aussi bien à l'usine et au bureau qu'au parti et au syndicat.

Son objectif est de faire du Front autogestionnaire une structure d'accueil largement décentralisée, ouverte vers l'extérieur, prête à recevoir tous ceux qui cherchent une autre expression de leurs pensée et action, quelle que soit leur interprétation du concept de l'autogestion. Il n'est pas question, l'initiative une fois prise, de manipuler nos alliés éventuels, de vouloir leur imposer une idéologie et une structure pré-établies en partant du sommet. Ce serait le meilleur moyen de tout faire échouer.

Il faut admettre que l'organisation soit multiforme ainsi que ses composantes, qu'une coordination nationale ne soit mise en place qu'à l'issue des rencontres, colloques et débats, à tous les niveaux ; que le Front s'articule sur les mouvements sociaux de toutes sortes, ici autour d'un groupe d'écologistes, ailleurs d'un groupe de femmes, ou d'une minorité ethnique, d'un co-

mité de locataires ou d'usagers des transports en commun, sans oublier l'importance primordiale de la liaison avec les conseils de contrôle ouvrier dans les usines, portant sur l'hygiène, les rythmes et la durée du travail, les salaires, les licenciements, etc.

Diversité qu'il s'agit d'accepter en levant limitations et entraves. N'oublions pas que cette forme d'organisation a été admise par la Première Internationale, inspirée par Marx, ni que l'interdépendance entre la spontanéité et l'organisation a été reconnue par Rosa Luxembourg dans sa conception de « parti-processus », s'adaptant à chaque étape à l'évolution de la classe ouvrière.

Le renouvellement des programmes et structures ne peut surgir que d'une rencontre des éléments les plus divers au sein du Front autogestionnaire, de leur confrontation, de l'élaboration collective favorisant la créativité, si souvent inhibée, des travailleurs. Au sein de ce Front, les militants du PSU, sans prétendre au rôle d'avant-garde ou d'élite autoproclamée, pourraient jouer le rôle d'inspirateur, de semeur d'idées, de laboratoire de recherches et d'expériences de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Force d'initiative et de proposition, aussi bien en direction du Front autogestionnaire que des partis de gauche et des syndicats ouvriers, le PSU, tout en rejetant la tentative de repli sur soi, aura pour tâche prioritaire la formation de ses militants et leur implantation en milieu ouvrier.

Le PSU : une adaptation

Pour jouer ce rôle, le PSU doit adapter sa structure et sa pratique quotidienne aux principes de l'autogestion, assouplir davantage les limites de son organisation, proposer un échange permanent à tous ceux qu'étouffent les structures rigides des partis traditionnels, accepter, voire susciter la critique permanente aussi bien interne qu'externe.

Il ne peut pas être plus question de saborder le PSU que de lui substituer le Front autogestionnaire, dont la vocation de convergence de différents courants, d'idées et de formes d'action est différente. Il serait trop facile, alors qu'un certain nombre de militants se détournent de la politique, de leur offrir un exutoire sous la forme du Front autogestionnaire et en transformant les sections du PSU en sections du Front.

Car on ne peut pas abandonner le but politique, comme on ne peut pas renoncer à une nécessaire discipline dans l'action, à une certaine centralisation et à l'application des décisions, issues du libre débat des travailleurs. Dans la lutte pour le socialisme, de telles mesures s'imposent, mais non pas au prix de la stérilisation des initiatives populaires.

L'expérience a prouvé qu'une organisation socialiste préfigure la société dont elle est porteuse. Un parti centralisé et autoritaire ne saurait fonder une société pluraliste et multiforme de démocratie directe, autrement dit, socialiste autogestionnaire.

Nous sommes obligés de vivre cette contradiction entre les contraintes, qu'impose la lutte pour le pouvoir, et la liberté de création que conditionne

l'édification socialiste. Contradiction mais aussi complémentarité que nous devons assumer non dans l'isolement hautain des élites, mais plongés dans la foule des gens dont nous faisons partie et qui, seuls, permettront, en renouvelant le mouvement ouvrier, d'arracher des concessions à l'ennemi de classe et d'ouvrier, à plus long terme, le chemin du socialisme dans la liberté.

Victor FAY ■

Elections :

"Un courant critique"

L'analyse des résultats obtenus par l'extrême gauche, les écologistes et le Front autogestionnaire, dans la région parisienne montre qu'il existe désormais un "courant critique" dans l'électorat avec lequel la gauche devra compter.

L'étude des résultats du premier tour des législatives dans la région parisienne (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-St-Denis, Val-de-Marne) fournit un certain nombre d'indications sur l'évolution de l'électorat qui, par un vote PSU ou Front autogestionnaire (FA) entend affirmer l'indépendance politique du courant autogestionnaire.

S'agissant des législatives, la base de comparaison est naturellement prise en 1973. Cette référence est cependant insuffisante pour situer l'évolution récente de l'électorat autogestionnaire.

En effet, la reconstruction du Parti socialiste n'était pas achevée en 1973 dans ses conséquences électorales (il faut au moins attendre les présidentielles de 74, si ce n'est le passage du

courant Rocard au PS en octobre 74 pour que le processus arrive à son terme).

Par ailleurs, l'apparition sur le plan électoral du courant écologique date de 1974. Seule la présence de l'extrême gauche constitue une donnée permanente (mais l'on a assisté en 1978 à une multiplication de ses candidatures). La comparaison toutes choses égales est donc malaisée, des rapprochements hâtifs de résultats déjà anciens pouvant masquer des évolutions plus récentes. Ces réserves étant faites, rappelons ici les scores de l'électorat PSU-Front autogestionnaire en région parisienne (la participation étant très variable, on fondera notre analyse sur les pourcentages et non sur les résultats en voix).

Les voix PSU - Front autogestionnaire

	Législatives 1973		Cantonales 1973		Cantonales 1976		Législatives 1978	
	Nombre de circonscriptions	%	Nombre de cantons	%	Nombre de cantons	%	Nombre de circonscriptions	%
Paris	28	4,55					24	2,52
Hauts-de-Seine	12	4,48	1	3	10	2,98	12	1,94
Seine-Saint-Denis	9	3,41	12	2,52	16	3,23	9	3,24
Val-de-Marne	7	4,12	10	2,61	16	3,53	7	1,73
Région Parisienne	56	4,22	23	2,58	42	3,27	52	2,38

Remarques :

● Les pourcentages sont obtenus pour les circonscriptions là où le PSU était présent.

● L'extrême gauche était absente des cantonales de 1973 et 1976.

La comparaison par rapport aux législatives de 1973 et 1978 semblerait indiquer une baisse de près de la moitié de l'électorat PSU vers le PS. Le phénomène est réel, nous le savons ; pourtant la stabilité apparen-

te de la Seine-St-Denis ainsi que la comparaison avec les cantonales suggèrent que l'on y regarde de plus près.

Les voix de l'extrême gauche (LO et SPT). Elle n'était pas présente aux cantonales ; aux législatives de 1973, LO et LCR s'étaient répartis les circonscriptions (il faut donc additionner leurs scores) ; les présidentielles ont vu une concurrence entre Krivine et Arlette Laguillier ; les municipales, la constitution de listes communes.

Les voix d'extrême gauche



	Législatives 1973 LO + LCR		Présidentielles 1974 %		Municipales 1977 %	Législatives 1978			
	nbre cir.	%	Krivine	Laguillier		LO		LCR (SPT)	
						nbre cir.	%	nbre cir.	%
Paris	27	1,86	0,42	1,56	2,88	31	0,82	24	0,78
Hauts-de-Seine	13	1,84	0,42	1,78		13	1,03	8	0,56
Seine-St-Denis	8	2,06	0,43	2,29		9	1,44	7	0,63
Val-de-Marne	7	1,80	0,41	1,90		8	1,12	5	0,73
Région Parisienne	55	1,88	0,42	1,76		61	1,05	44	0,69

Abréviation : LO = Lutte Ouvrière ; LCR = Ligue Communiste Révolutionnaire ; SPT = Socialisme pour aux travailleurs (coalition électorale Ligue Communiste - CCA, Comités communistes pour l'autogestion, OCT (Organisation communiste des travailleurs) ; nbre cir. = nombre de circonscriptions.

Remarques :

- L'extrême gauche régresse depuis 1973-1974 ; en particulier LO par rapport au score d'Arlette Laguillier.
- La comparaison des législatives de 1973-1978 ne peut être faite en additionnant les pourcentages de LO et des candidatures SPT en 1978. En effet, là où LO était seule, SPT avait en général appelé à voter LO ; mais le report semble assez mauvais.
- Le résultat des municipales était

exceptionnel ; on le vérifierait d'ailleurs encore mieux en province, ou dans la banlieue parisienne : les forts scores de l'extrême gauche étaient dus à la configuration électorale des municipales (absence de concurrence des partis de gauche) et non à un gain d'influence.

- Dans les quelques circonscriptions où le Front autogestionnaire est absent en 1978, LO semble en profiter, mais très faiblement.

Les voix d'Ecologie 78

	Présidentielles 74 René Dumont (%)	Municipales 1977 (%)	Législatives 1978	
			Nbre circ.	%
Paris	2,32	10,13	28	5,40
Hauts-de-Seine	2,31		6	5,49
Seine-Saint-Denis	1,65		1	3,89
Val-de-Marne	2,07		6	5,21
Région parisienne	2,19		41	5,19

NOTA : Il s'agit ici des voix Ecologie 78 ; parfois plusieurs candidats écologiques étaient en concurrence (c'est notamment le cas de la 9^e du 93). Leur prise en compte fait monter le pourcentage total (RP) à 5,42 %.

Remarques :

- On doit noter, en dépit de la perte de la moitié des voix de 1977, le maintien d'un courant électoral significatif.
- Ce courant s'est rassemblé sur le sigle Ecologie 78, quel qu'en soit le candidat ; ainsi bien un Amis de la Terre « penchant à gauche », qu'un SOS-Environnement ancien candidat de la droite aux municipales. C'est la confirmation, dans l'électorat, de la confusion politique créée par le compromis qui a servi de base à la constitution d'Ecologie 78. Le service ainsi rendu à SOS-Environnement pèsera à n'en pas douter sur le développement du courant écologique.
- Le recul par rapport à 1977 semble dû à deux causes essentielles :
 - la polarisation politique : elle a joué à droite ; Ecologie 78 fait relativement de mauvais scores dans le

VII^e et le XVI^e arrondissements (la forte mobilisation de la droite a très certainement pris des voix « écologistes » dans ces arrondissements où elle est évidemment plus perceptible). La mobilisation sur le PS a sans doute aussi pris des voix ;

— la présence de candidat du Front autogestionnaire : c'est ainsi que dans le XII^e arrondissement où le FA était absent. Ecologie 78 obtient un score supérieur à la moyenne des arrondissements comparables.

L'ensemble des résultats précédents indique que le Front autogestionnaire était en effet en forte compétition électorale avec Ecologie 78. Ainsi, sur 35 circonscriptions où le FA avait un concurrent Ecologie 78 sa moyenne est de 1,90 % ; dans les 17 circonscriptions où cette concurrence n'existait pas la moyenne est de 3,30 % (relativement proche de 1973 ; c'est notamment le cas du département de la Seine-St-Denis où, dans les 8 circonscriptions — sur 9 — sans concu-

rence, la moyenne est supérieure aux résultats de 1973).

Le Front autogestionnaire qui a engagé une lutte politique sans ambiguïté pour lier la lutte écologique à celle des travailleurs a donc été entendu d'une fraction non négligeable de son électorat. C'est d'ailleurs cette emprise qui a permis au FA de se placer toujours nettement devant les organisations d'extrême gauche dans une situation de polarisation politique qui n'était pas favorable aux forces minoritaires.

A l'inverse, dans les quelques circonscriptions où un accord FA/Ecologie 78 a eu lieu, les voix des deux courants se sont bien additionnées. C'est notamment le cas des deux circonscriptions du XIX^e arrondissement de Paris. Il est ainsi démontré que, contrairement à certains arguments avancés au sein du mouvement écologique, l'alliance avec le PSU n'a pas fait fuir l'électorat écologique, bien au contraire.

Les élections ont nettement dégagé l'existence d'un « courant critique » de 5 à 6 % ainsi que le soulignait R. Cayrol dans une étude publiée par *Le Matin*. La gauche en crise devra compter avec cette réalité politique. Mais au-delà de cette indication, c'est aussi de l'ébauche d'une clarification politique interne à ce courant dont témoignent les élections. Raison de plus pour prolonger et surtout élargir l'action du Front autogestionnaire.

Serge DEPAQUIT ■



Edmond Maire à l'Élysée:

Faire semblant...

Après trois ans de mépris, l'occasion était bonne pour la C.F.D.T. de s'exprimer... sans illusions.

Giscard d'Estaing recevant Edmond Maire et une délégation de la CFDT, c'est original. Pour marquer l'originalité, il les a écoutés plus longtemps que la délégation de FO. Si la proportionnalité du nombre d'adhérents est respectée, Valéry retiendra Georges Séguy au moins deux heures et demi. Autre originalité : le « président » a fait mander un crayon, lui qui d'habitude travaille sans filet, c'est-à-dire sans notes.

Il est vrai que ce que lui ont dit les cédétistes n'avaient rien d'une berceuse : dénonciation de l'austérité, de la politique Barre, des inégalités, des mauvaises conditions de travail, du chômage, sans oublier les usines occupées, Lip en tête. Réclamation de négociations rapides pour un SMIC à 2 400 F en 1980 (en francs constants !), pour de nouveaux droits pour les travailleurs, en particulier pour le respect des droits syndicaux si souvent bafoués. Beullac au pilori, Barre honni : les oreilles de Valéry ont dû tinter.

Dans le désert contractuel

La CFDT ne peut, tout comme la CGT, en réclamant ce type de rencontre au sommet, se consoler de la défaite de

la gauche, ni d'années de maigres négociations, de maigres résultats revendicatifs.

Chacune des grandes organisations syndicales peut tout au plus jouer le jeu, faire semblant de se placer sur un autre terrain : exiger la négociation. Là où ont échoué des mobilisations comme celles du 24 mai dernier, quelques heures de rencontre avec Giscard suffiraient-elles ? Il y a fort à parier que non...

Pourtant, dans le désert contractuel que connaissent les centrales syndicales depuis trois ans, il valait mieux faire comme si... Pourquoi ? Parce que le pouvoir veut poursuivre une politique d'austérité, mais a besoin pour cela d'un minimum de consensus populaire. Or, on n'obtient pas que les travailleurs se calment sans un minimum de promesses. Le fait du prince... Peut-on pour autant dire que la CGT et la CFDT vont s'en contenter ? Certes non. Mais après trois ans de mépris, trois ans de maintien des deux grandes centrales ouvrières françaises dans l'illégitimité, l'occasion de s'exprimer était bonne à prendre. Ainsi ont raisonné les dirigeants syndicaux de la CGT et de la CFDT. Il leur fallait éviter que FO ne recueille seule une fois de plus la rançon des défaites.

On murmure en effet que sur les bas salaires, sur la cinquième semaine de congés payés, le pouvoir et le patronat lâcheraient quelque chose...

La soif de négocier

Après ces entretiens au sommet, les grandes revendications vont donc demeurer : amélioration du SMIC, réduction du temps de travail et droit à l'emploi, amélioration des conditions de vie et de travail. « On ne peut pas tout faire », a dit Giscard.

« Faites déjà quelque chose et on verra bien », rétorquent la CGT et la CFDT. La CFDT a fixé l'échéance à deux ou trois mois tout en continuant une stratégie de harcèlement par branches et régions, exigeant des négociations à tous les niveaux. La CGT, elle (qui se rendra pour la première fois depuis dix-neuf ans au Palais de l'Élysée), exigera le plus rapidement possible une réunion tripartite, pour envisager les problèmes en suspens : salaires, emploi, conditions de travail.

Chacun sa méthode, donc : à la CGT, on veut globaliser les problèmes et les négociations ; à la CFDT, on les éclate à un niveau plus décentralisé. Comme FO a tendance, elle aussi, à choisir la deuxième voie, les commentateurs vont bon train sur un rapprochement FO-CFDT. On évoque aussi le rapport que fit Jacques Moreau lors du dernier conseil national de la CFDT, plaidant pour un syndicalisme de négociation et évoquant en une phrase le fait positif que FO s'engage dans l'action avec la CGT et la CFDT.

Ce qui n'était qu'une supputation à partir d'un rapport pourrait-il devenir tout à coup renversement d'alliances ? La critique amère, agressive d'Edmond Maire contre la CGT, peut le laisser croire.

Juger sur pièces

En fait, on ne peut confirmer de telles hypothèses, même si certains souhaitent les voir se réaliser y compris au sein de la CFDT ou du PS. Elles naissent parce que la situation est nouvelle pour les centrales syndicales françaises. Face à FO, bien placée pour ramasser les bénéfices d'une éventuelle ouverture sociale, la CFDT, puis la CGT, obligées de se replier sur une image plus « syndicale » ne voulaient pas être absentes. La CFDT, devant une classe ouvrière quelque peu désemparée par l'échec de la gauche, continue à situer les responsabilités du PCF et de la CGT. Quant à cette dernière, elle est, par la force des choses, relativement isolée ; obligée donc de suivre le mouvement tout en resserrant les rangs et en réaffirmant les objectifs.

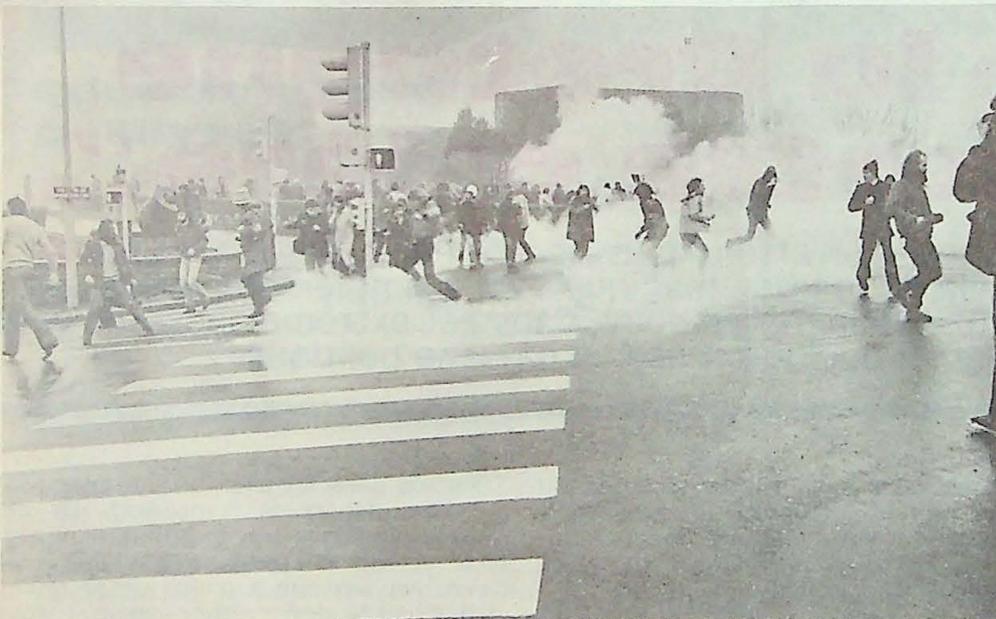
Objectifs ? Deux à trois mois d'attente, pour juger Giscard sur pièces. Finalement il ne semble guère y avoir d'autre solution que d'attendre. Après avoir attendu le printemps de la gauche, on risque d'attendre le printemps des négociations, le printemps contractuel...

C'est malheureusement le printemps des patrons (voir l'article de M. Anvers) qui semble le plus probable. Mais il n'y a plus de saisons... Alors on fait semblant, en se disant qu'il y a toujours des plantes vivaces dans les jardins de la lutte de classes.

Yves SPARFEL



Le plan Polmar : avec des pelles et des rateaux.



Manifestation lundi à Brest : 2 000 irréductibles.



La côte de Portsall : une si jolie petite plage...

tume, le discours de Giscard prononcé à Vannes le 8 février 1977, il y a plus d'un an.

« C'est à juste titre que les Français, au premier rang desquels les Bretons, n'acceptent pas la dégradation de la mer par la pollution (...). L'on se souvient des marées noires qui, à plusieurs reprises, ont souillé nos plages. L'on connaît celle qui menace actuellement notre côte de Bretagne à partir de l'épave du « Boehlen ». Ces événements sont une sorte de déshonneur à notre civilisation : ainsi, tout doit-il être mis en œuvre pour y mettre un terme (...).

D'ici à six mois, la circulation maritime dans les zones vulnérables, notamment au large d'Ouessant, sera canalisée dans des parcours obligatoires (...).

Dès cette année, nos côtes et nos eaux territoriales seront mises sous surveillance aérienne accrue (...). Enfin, le nombre de balises, radars et autres dispositifs de contrôle sera augmenté pour mieux assurer le respect des règles de circulation et apporter aux bateaux une aide supplémentaire dans leur navigation.

Les accidents restent néanmoins possibles. Aucun pays au monde ne connaît de techniques infaillibles pour résorber « les marées noires ». Le naufrage du « Boehlen » nous rappelle que la mer est plus forte que l'homme (...).

Le tribut à payer ?

« La mer est plus forte que l'homme »... Vieille antienne, en somme, de la « calamité naturelle ». Si ce n'est celle, plus récente, du « prix du progrès », du « tribut à payer » à notre essor industriel, à l'expansion... Des calamités, des tributs qui tombent toujours sur les mêmes : vingt tankers défilent chaque jour au nez et à la barbe de la Bretagne, à 15 kilomètres du Finistère, soit 400 millions de tonnes de pétrole par an. Dans ces conditions, on ne peut parler d'accident exceptionnel ou de risque « normal ». La mer des mauvais jours, les Bretons connaissent : c'est tout autre chose...

Et les « pavillons de complaisance » ? Trois des quatre dernières marées noires leur sont dues. La catastrophe de l'Amoco-Cadiz permet d'en savoir plus ; elle ne peut en effet être dissociée du scandale que représente la navigation de « complaisance ». La CFDT l'a souligné mardi dernier lors d'une conférence de presse.

L'ensemble de la flotte sous pavillon de complaisance représente 30 % du tonnage mondial dont 16 % pour le seul Libéria, qui vient largement en tête avec ses 2.520 navires, devant Panama, Chypre, Singapour... Un tel système permet à des citoyens non ressortissants du pays où est immatriculé le bateau d'en être propriétaires et de contrôler son frêt et sa na-

vigation. Le profit tiré de cette pratique échappe presque entièrement au fisc. Un droit d'immatriculation et une taxe annuelle calculée d'après le tonnage sont souvent les seules charges imposées. L'équipage d'un tel navire n'est pas non plus nécessairement de la nationalité du pays-alibi. Enfin, ce dernier ne peut pas, ou ne veut pas, imposer de réglementations nationales ou internationales.

Conséquences : exploitation scandaleuse des marins navigants, atteinte aux règles de sécurité les plus élémentaires, salaires dérisoires, sous-formation des équipages... Dans ces conditions, les bateaux sous pavillon de complaisance ne peuvent être que des « pollueurs en puissance » car ils ne ratifient en général aucune convention internationale tant sur les normes de sécurité que sur la sauvegarde de la vie humaine et, bien entendu, sur celles concernant les risques de pollution.

Le gouvernement français n'est pas aussi dégage qu'il le prétend du problème, même si, comme le rapporte la CFDT, il déclarait en 1972 à une

réunion de la CNUCED que la complaisance est « le cancer économique du commerce maritime contemporain ». Un exemple : en 1976, le « Vega » de la Compagnie navale des pétroles, filiale de CFP, passe sous pavillon libérien rejoignant deux bateaux de même origine et réaffrétés sur les mêmes lignes... Le commissaire de la Communauté européenne n'a pas reçu non plus, en décembre dernier, le soutien du représentant français, quand il a proposé d'interdire les ports des neuf pays du Marché commun aux bateaux de commerce ne respectant pas les mesures de sécurité et les réglementations sociales.

La C.F.D.T. porte plainte

Le syndicat CFDT a décidé de porter plainte contre X et de se constituer partie civile dans le procès qui sera intenté à l'armateur de l'Amoco-Cadiz. Edmond Maire estime « qu'il faut élargir le débat afin de situer les vraies responsabilités ».

Quant aux marins CGT, ils bloquent

en ce moment un cargo « cyprite » dans le port de Saint-Nazaire. Ils ont fait savoir au commandant de marine qu'ils s'opposent à l'appareillage « tant que les réparations répondant aux normes de sécurité n'auront pas été effectuées ».

En Bretagne, dans cette « fin de terre » qui vient pourtant de voter à droite, il se pourrait qu'en dégradant ses côtes, en salissant à mort son littoral, la marée noire change aussi quelque chose au paysage politique. La catastrophe de l'Amoco-Cadiz est survenue dans un contexte social déjà difficile (8 000 chômeurs à Brest, et l'Arsenal qui n'embauche pas plus...). Ce jeudi, une grande manifestation régionale est organisée par toutes les formations de gauche. Son cri de ralliement : « Noire la Bretagne, rouge notre colère »... Mais après le temps de la colère ? Après ces Pâques, quelle Trinité ?

René LANARCHE ■

(1) Marc Becam, secrétaire d'Etat aux Collectivités locales, prétend prendre les affaires en mains. La marée noire aura aussi englouti le fantomatique secrétariat à l'Environnement d'un certain d'Ornano...

A propos de la marée noire

Déclaration du Front autogestionnaire



Une fois de plus, la loi du profit a joué : pour quelques dollars de plus, au vu et au su des autorités françaises, les armateurs de l'Amoco-Cadiz et d'un remorqueur ont joué au chat et à la souris pendant plusieurs heures. Le résultat de cette partie de poker capitaliste est connu : la Bretagne étouffe sous la marée noire et le gouvernement Barre fait semblant de s'indigner en levant les bras au ciel.

Face à cet accident qui était tout sauf imprévisible, le Front autogestionnaire ne peut que constater à quel point ses militants avaient raison de s'obstiner, pendant la campagne électorale, à mettre en avant la nécessité d'un « minimum vital pour l'écologie », soixante-dix mesures d'urgence pour rompre avec la terrible logique de l'exploitation capitaliste et productiviste de la nature et de notre cadre de vie.

Face à la situation créée par le laissez-faire des autorités, le Front autogestionnaire exige deux types de mesures qui prolongent son action d'information des deux derniers mois.

● Mesures d'urgence

— Partout où cela est encore possible il faut déployer tous les efforts sans se soucier de rentabilité ou de prix de revient pour sauver les réserves d'algues, de crustacés et d'huitres et pour protéger les zones de reproduction des poissons.

— Interdire le recours aux détergents dont la seule fonction est de « cacher » au plus vite les effets de la pollution en l'expédiant au fond de la mer où elle se révèle encore plus nocive pour la vie marine.

— Fournir une aide matérielle aux salariés et aux professionnels victimes de la marée noire : moratoire pour les impôts et le remboursement des prêts et octroi du statut de chômeurs « pour raisons économiques » à tous ceux qui en feront la demande.

— Mise sur pied d'une commission d'enquête indépendante regroupant des scientifiques ainsi que des représentants des syndicats professionnels et des associations de consommateurs.

● Mesures pour l'avenir

La prévention étant la seule façon d'aboutir à une protection réellement efficace, nous exigeons l'adoption par l'Assemblée nationale d'une législation renforçant la protection des côtes contre les transports maritimes de produits dangereux, le pétrole

n'étant d'ailleurs que l'un de ceux-ci. Cette législation nouvelle porterait sur les points suivants.

— Interdiction d'approcher à moins de 12 milles des côtes.
— Obligation, en cas de navigation s'effectuant dans une zone de 20 milles au large des côtes françaises, d'embarquer un pilote hauturier, avec paiement d'un droit de passage destiné à alimenter un fonds spécial d'indemnisation.

— Action internationale en vue d'aboutir à une interdiction de transporter vers les pays européens des produits dangereux sur des navires battant pavillon de complaisance. Interdiction à de tels navires de relâcher dans des ports français et interdictions à des entreprises françaises d'avoir recours à de tels affrètements.

— Mise sur pied d'une compagnie nationale de remorqueurs de sauvetage, l'objectif étant de retirer progressivement cette activité aux entreprises privées.

— Législation permettant à cette compagnie d'Etat d'intervenir de façon autoritaire lorsque ses responsables estiment qu'un navire est en danger.

D'autre part le gouvernement français doit entreprendre les démarches et négociations conduisant à la conclusion d'un accord international de sécurité maritime comportant notamment le dépôt obligatoire d'un plan de route à chaque fois qu'un navire doit emprunter une zone fréquentée par de nombreux bateaux. Cette initiative doit compléter la mise sur pied d'un réseau de détection radar permettant de suivre la progression des navires, notamment au large de la Bretagne et de la presqu'île du Cotentin.

Des moyens d'intervention exceptionnels devront être mis en place sur les côtes à risques pour qu'il soit possible de faire face en quelques heures à toute catastrophe impliquant le déversement de produits nocifs en mer, qu'il s'agisse de l'Atlantique, de la mer du Nord ou de la Méditerranée.

Parallèlement à ces mesures, une commission d'enquête parlementaire devra examiner et comparer les risques et les avantages respectifs des pétroliers de grande taille par rapport au pétrolier de taille moyenne. L'enquête consistera notamment à comparer les coûts économiques classiques et les coûts écologiques potentiels : ce qui revient à se demander sérieusement s'il n'est pas en définitive plus rentable de diminuer le risque écologique en faisant l'économie de mesures exceptionnelles et coûteuses par le biais d'un renoncement aux supertankers. Mesure qui aurait en plus pour effet de résoudre en France, le problème du chômage endémique que connaît la profession de marin. ■

Francfort : Le troisième tribunal Russel

André Jeanson, président de la C.F.D.T. et membre du P.S. est l'un des six membres français du jury. A l'ouverture des travaux qui portent sur les interdictions professionnelles en Allemagne de l'Ouest, il répond aux questions de T.S.

Le 3^e tribunal Russel sur la situation des Droits de l'Homme en RFA a commencé ses travaux le mardi 28 mars à Francfort. La première session durera jusqu'au 4 avril. Le Tribunal délibère sur la pratique des interdictions professionnelles (Berufsverbote). Dans une seconde session, à l'automne 78, il s'occupera de la censure, de la restriction des droits de la défense, des procédures pénales. TS rendra compte dans les prochaines semaines des délibérations et des jugements du tribunal que le PSU a toujours soutenu.

Au moment où commence la première session, André Jeanson, l'un des six membres français du jury (avec C. Bourdet, G. Casalis, J.-P. Faye, D. Rousset, A. Soboul) répond à nos questions :

T.S. : Pourquoi as-tu accepté de siéger dans le jury du tribunal ?

A. Jeanson : Pour répondre à une préoccupation fondée sur un constat. Les institutions internationales sont incapables de s'occuper de problèmes comme celui-ci. Le tribunal Russel est une institution « de fait » qui a une audience internationale importante et dont l'intervention doit avoir un certain impact auprès de l'opinion publique mondiale.

T.S. : En quoi la situation concrète des droits de l'Homme en République Fédérale Allemande, justifie-t-elle la tenue du Tribunal ?

A.J. : Le problème le plus alarmant en Allemagne de l'Ouest est celui d'un pouvoir politique discrétionnaire, qui juge lui-même de la légitimité des opinions politiques des citoyens. Le mécanisme des interdictions professionnelles (berufsverbote) livre les fonctionnaires à la discrétion du pouvoir politique. On entre là dans un arbitraire total qui distingue des « bons » et des « mauvais » citoyens. C'est une situation extrêmement grave, intolérable. C'est pourquoi il faut examiner de près les dossiers, voir le processus des sanctions, les possibilités de recours. On ne peut ni oublier que cela se passe en Allemagne, ni le passé.

T.S. : Comment expliquer le consensus social dont bénéficie le gouvernement allemand pour mener une telle politique ? Pourquoi n'y a-t-il pas une réaction populaire de défense des libertés ?

A.J. : L'histoire même a donné aux Allemands une mentalité de conformisme. Ils ne se rendent peut-être pas compte que ce conformisme-là peut les conduire très loin. Je ne m'attends pas à ce que le tribunal ait un succès populaire en RFA. S'il y a un écho international autour du tribunal, il rejaillira sur l'opinion allemande, sur les élites allemandes. Cela aura donc un effet « second ».

T.S. : Pourquoi ce tribunal a-t-il aussi un intérêt pour nous, en France ? Ne peut-on craindre une extension du « modèle allemand » ?

A.J. : Si l'on s'occupait de la manière dont l'Etat français traite les droits de l'homme, il y aurait peut-être aussi matière à travailler ! Les Allemands posent les problèmes crûment, eux ! On trouve tout dans les textes. En France, c'est plus camouflé. Il est donc

André Jeanson, juré :
« président d'un syndicat radical d'extrême gauche »...



important que le tribunal soulève le cas allemand et dise aux Français : « attention, vous êtes déjà sur la pente dangereuse ». Il y a en France des pratiques et des discours qui sont inquiétants. Le tribunal attirera indirectement l'attention des Français sur leur propre situation et les dangers qui les menacent.

T.S. : Comment expliques-tu l'attitude du syndicat DGB qui soutient la politique répressive de l'Etat ?

A.J. : Tout part de leur phobie extraordinaire et profonde du communisme. Tout ce qui, de près ou de loin, leur apparaît sur cette pente les met hors d'eux ! C'est dramatique car c'est une peur de tout ce qui, pratiquement, est de gauche ! Pas seulement communiste, mais aussi socialiste ! Je comprends que Vetter se laisse aller à des « accents de sincérité » en disant que les gens de la CFDT sont d'extrême-gauche (1). Je crois qu'au fond il le pense, même si ensuite il rectifie le tir pour des raisons diplomatiques ! L'attitude du DGB vis-à-vis de ses propres adhérents victimes d'interdictions professionnelles est ahurissante (2). Nous examinerons d'ailleurs certains cas de ce type à Francfort. Et le DGB a interdit à certaines victimes de venir témoigner au tribunal sous peine d'exclusion du syndicat. D'où l'intérêt de l'intervention du tribunal...

T.S. : Comment expliques-tu le peu d'écho que le tribunal recueille dans l'opinion française ? Et le silence de la presse ? Même avant la campagne électorale ?

A.J. : Cela s'explique en partie par le contexte électoral qui aboutit à un repliement sur l'hexagone ! Moins que jamais dans cette campagne, on a parlé de ce qui sortait de l'hexagone : que ce soit de l'avenir du tiers monde ou du tribunal et de la RFA. Dans un pareil contexte, il fut difficile, pour nous — membres français du jury —, de nous faire entendre. D'autant plus que le débat électoral s'est dégradé et qu'on n'a pas parlé de projet de société ni du domaine des libertés. J'espère que les délibérations et la conférence de presse qui suivra la première session recueilleront plus d'écho.

**Propos recueillis
par Alain CHATAIGNIER ■**

(1) Le DGB a tenté en janvier 78 de discréditer le tribunal Russel. Dans une circulaire interne, il a donné des détails biographiques sur chaque membre du jury, pour montrer que tous étaient soit des communistes ou proches, soit des gauchistes révolutionnaires. Ainsi A. Jeanson est caractérisé comme : « président de la CFDT, syndicat radical d'extrême gauche ». Comme il y a eu des remous à la suite de cette appréciation élogieuse(!), le DGB publia un rectificatif la supprimant.

(2) Le DGB a adopté des mesures nommées « décrets d'incompatibilité » qui permettent l'exclusion du syndicat de tout adhérent soupçonné de sympathie pour le communisme ou l'extrême gauche. TS y reviendra dans un prochain article.



**La experiencia
SOLO la da la práctica
Vota Comisiones:
La eficacia que necesitas**

**Comisiones Obreras:
España :**



**UNETE
A
UGT**
Sindicato socialista

Unión General de Trabajadores

I. La bataille syndicale

En dépit de la mauvaise volonté du gouvernement Suarez, l'Espagne connaît aujourd'hui les premières élections syndicales depuis la fin du franquisme. Des élections qui ont vu s'affronter - par syndicales interposées - le Parti communiste et le Parti socialiste.

Depuis la mi-janvier — très exactement depuis le 16 —, quatre millions de travailleurs espagnols se rendent devant les urnes pour élire leurs représentants. En Espagne, c'est un événement. Depuis la fin de la dictature franquiste, c'est la première fois en effet que des élections démocratiques ont lieu. Le ministère du Travail vient de publier les premiers résultats. Incomplets encore, quoiqu'ils concernent un peu plus de trois millions de personnes. Les premiers chiffres donnent cependant déjà une idée de ce que sera la « carte syndicale du pays ».

Ce n'est pourtant pas de bonne grâce que le Premier ministre Suarez a consenti à ce que les élections aient lieu maintenant. Elles étaient initialement prévues au mois de novembre. Ce n'est cependant que le 6 décembre qu'un décret royal les rendaient officielles. Encore ce dernier était-il loin de donner satisfaction aux responsables syndicaux. De toute évidence le gouvernement espagnol entendait confiner ces élections dans la discrétion la plus grande. Le décret insistait sur leur caractère « exceptionnel ». Il n'y aurait d'élections seulement que là « où les travailleurs n'ont pas de représentants ou doivent les renouveler ».

« Les élections syndicales qui ont lieu aujourd'hui en Espagne s'insèrent évidemment dans un contexte politique et social très particulier. Le pou-

voir politique et militaire repose actuellement dans les mêmes mains. Aussi le processus démocratique que nous connaissons comporte-t-il quatre aspects principaux : le rétablissement des libertés politiques que l'élaboration de la Constitution doit conduire à son terme ; l'octroi de l'autonomie aux régions, les élections syndicales ; enfin une reconversion de l'économie qui permette de sortir au plus tôt le pays de la crise, la liberté syndicale qui doit se traduire dans les élections dans les comités d'entreprise que nous connaissons aujourd'hui ». C'est en ces termes que Marcelino Camacho, au cours d'un entretien accordé à *Tribune Socialiste*, précisait récemment l'importance que revêt à ses yeux la consultation électorale que connaît aujourd'hui l'Espagne. Le Secrétaire Générale de la Confédération syndicale des Commissions Ouvrières (C.C.O.O.) a tout lieu d'être satisfait. Les Commissions viennent d'obtenir en effet environ 45 % de l'ensemble des délégués élus dans tout le pays.

Assez loin derrière, l'Union générale des travailleurs (U.G.T.) — le vieux syndicat fondé par Pablo Iglesias, le père du socialisme espagnol — n'a recueilli que 28 % des voix. Un résultat estimable mais qui demeure tout de même assez éloigné des espoirs nourris par son secrétaire général, Nicolas Redondo. Sans doute avait-on trop compté, au sein de la cen-

trale proche du Parti socialiste espagnol, sur une victoire qu'on croyait d'autant plus probable que le P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) était sorti grand vainqueur des élections du 15 juin dernier.

« Les résultats obtenus par l'U.G.T., poursuit Camacho, apparaissent comme une défaite, en égard aux pronostics avancés. Le P.S.O.E. a tenté un transfert des suffrages dont on vient de voir qu'il n'est pas mécanique. Le résultat des élections syndicales était vital pour le processus politique en cours ; dans l'hypothèse où l'U.G.T. serait sortie gagnante, l'Espagne aurait pu s'engager plus rapidement dans la voie du bipartisme. Le P.S.O.E. a fait preuve en la circonstance d'un certain mépris à l'égard des travailleurs. Il a jeté dans la balance tout son poids politique allant même jusqu'à faire participer à la campagne électorale son premier secrétaire, Felipe Gonzalez s'est même rendu dans la mine La Camocha, là où en 1957 est née la première commission ouvrière, pour apporter son appui à l'U.G.T. Peine perdue car les C.C.O.O. y ont remporté les élections. On a l'habitude de nous taxer de communistes — et de fait, je suis bien communiste et député du P.C.E. — ; mais parmi les deux millions d'adhérents des Commissions, il y a aussi des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, du Parti socialiste populaire (P.S.P.), du Mouvement communiste (M.C.), des Carlistes également et surtout 1.300.000 travailleurs qui n'appartiennent à aucun parti politique. Ce qui est clair c'est qu'avec les élections que nous venons de connaître, la vieille conception du syndicat comme courroie de transmission vient d'être battue ».

Les pourcentages dont on dispose pour l'heure, communiqués par le ministère du Travail, subiront peu de modifications. Sur les quatre millions de travailleurs qui devaient se rendre aux urnes, plus de trois millions ont déjà voté. Qui devaient ? Là est tout le problème. Car le décret gouvernemental qui a fixé au mois de janvier le mode de déroulement du scrutin n'oblige nullement les entreprises à se plier à l'obligation d'organiser des élections. Aussi bien, dans beaucoup de cas, les pressions qu'organisent les travailleurs sur leurs propres lieux de travail décident-elles de la tenue du scrutin. Sans compter que le décret royal est discriminatoire. Les entreprises employant moins de six travailleurs — elles sont 465.000 aujourd'hui en Espagne —, les employés temporaires et les fonctionnaires de l'administration ne se sont pas rendus aux urnes. Pas plus d'ailleurs que les ouvriers agricoles, a fortiori les un million de chômeurs... C'est donc quatre millions de travailleurs, sur les huit que compte la péninsule, qui ont participé à la consultation électorale.

Vitoria MARQUEZ ■

Henri Lefebvre et Catherine Régulier: "La révolution n'est plus ce qu'elle était"

Henri Lefebvre, le philosophe, le théoricien de l'Etat, l'ancien membre du Parti communiste, suspendu en 1958. Catherine Régulier, 21 ans, étudiante en lettres, militante du P.C.F. depuis 1973. Deux générations. Une rencontre pour un dialogue. D'où il sort aujourd'hui ce livre: "La révolution n'est plus ce qu'elle était" (*). Tribune socialiste s'est entretenu avec leurs auteurs.

T.S. : Voici un livre dont le propos avoué — en dépit de la forme capricieuse du dialogue —, est théorique.

Henri LEFEBVRE : Notre initiative théorique visait au fond un double but. Il s'agissait, d'une part, de répliquer à ceux qui, de manière légère, tendaient à accrédi-ter l'idée que le marxisme se confond avec le Goulag ; d'autre part d'incriminer la tendance — très nette jusqu'ici —, à sous estimer le moment négatif par rapport au moment positif de la pensée.

T.S. : Vous visiez là un certain marxisme « officiel ».

H.L. : Si vous voulez. Je ne me ré-souds pas à l'idée d'accepter que le moment positif phagocyte le moment négatif. C'est Catherine qui, s'agissant de notre livre, représente le premier.

Catherine REGULIER : Pas du tout : je pense représenter les deux. Je ne vois pas pourquoi vous me mettriez en position de devoir assumer un héritage. Pour moi en tout cas, il ne s'agit pas de dire — ou de redire —, mieux que ne l'ont fait Althusser et

Henri Lefebvre, mais de trouver un terrain nouveau à la pensée théorique.

H.L. : C'est ce qui explique dans notre livre la critique radicale du stalinisme et du modèle bureaucratique de l'Etat. La critique du socialisme ce n'est pas seulement celle du Goulag. Ça, d'autres s'en chargent. Non. Ce qui a retenu notre attention c'est la critique du mode de production étatique. Avouez qu'il a largement montré sa faillite.

C.R. : Je suis d'accord. D'autant qu'il me semble que les socialistes ne sont pas détachés de cette vision.

T.S. : La Révolution n'est plus ce qu'elle était. Le titre de votre livre en parodie un autre. A quoi j'ai envie de répondre : si nous savons aujourd'hui ce qu'elle n'est pas — parfois à quel prix ! — savons-nous pour autant ce qu'elle est au juste ?

C.R. : Deux remarques préalables. Ce qu'on appelle Révolution suggère deux phénomènes distincts. D'une part ces quelques jours très proche de la guerre où le prolétariat prend en main le destin d'un pays. D'autre

part, de manière plus générique, les différentes voies par lesquelles on change une société.

H.L. : J'ai tenté une réponse et c'est une divergence avec Catherine. La Révolution c'est le changement non seulement du mode de production mais aussi du mode de vie. Parlons de l'autogestion si vous le voulez bien. Pour moi l'autogestion c'est plus qu'un symptôme : c'est déjà le germe, la virtualité d'un changement plus profond. A cette condition toutefois qu'elle ne se laisse pas « dévoyer », disons détourner. L'autogestion, je dirai d'elle qu'elle est l'autodétermination de la classe ouvrière. Ce que me reproche Catherine c'est d'interpréter cette volonté comme une volonté politique. Mais c'est plus : c'est déjà une volonté de changement social !

T.S. : Précisément, je voudrais m'adresser plus particulièrement à Catherine, puisque, sans pour autant parler au nom du Parti communiste, elle est au nombre de ses militants. Il semble que ce dernier ait découvert — avec un certain retard — les vertus de l'autogestion. Beaucoup pensent — non sans raisons —, qu'il s'agirait de sa part d'une attitude plutôt tactique.

C.R. : J'ai une ébauche de réponse. Je ne pense pas qu'il s'agisse de sa part d'une volonté tactique. De le croire, rien ne serait plus hâtif. En revanche, je crois que le seul moyen pour lui de préserver son hégémonie sur la classe ouvrière, c'est de se dé-staliniser.

T.S. : Votre réponse est tout de même paradoxale !

C.R. : En tant que membre du PCF je ne souhaite pas qu'il songe à renoncer à cette hégémonie. En se prononçant pour l'autogestion le Parti communiste a fait un pas très net vers un modèle non étatique. C'est une manière à la fois de se démarquer du modèle social-démocrate et du modèle soviétique. Pour répondre à la question que vous posiez tout à l'heure je dirai que, pour moi, la Révolution aujourd'hui c'est la manière dont va s'organiser le processus de passage au socialisme. J'intègre aujourd'hui ce nouveau stade qui serait celui de la « démocratie avancée », stade antérieur à celui de la démocratie directe, historiquement.

H.L. : Je n'accepte pas tout à fait cette idée. Du moins dans la mesure où tu fais de la « démocratie avancée » une démocratie parlementaire, disons améliorée. Je pense au contraire que le moment est venu de la démocratie directe.

C.R. : Pour moi, ce que j'appelle

Henri Lefebvre :
« L'autogestion est aujourd'hui la question centrale. »





Catherine Réguller :
« Le PCF ne doit pas renoncer à son hégémonie sur la classe ouvrière. »

« démocratie avancée » c'est la mise en place, par la voie parlementaire, de la démocratie directe. Je veux dire par là l'autogestion dans l'entreprise, la démocratie directe au niveau des quartiers, la décentralisation au niveau de la région, etc...

H.L. : Je tiens à rappeler que je ne renonce pas à la dictature du prolétariat. Mais restituée dans son sens original : celui de Marx et d'Engels, c'est-à-dire impliquant le dépérissement de l'Etat, ce qu'on tend à oublier tout de même.

C.R. : La dictature du prolétariat devient totalement inutile dans la mesure où la démocratie avancée est la mise en œuvre du dépérissement de l'Etat, à l'intérieur même de l'Etat.

H.L. : Si c'est ce que tu entends par démocratie avancée, je suis d'accord.

T.S. : Votre réflexion semble s'inscrire dans un « paysage politique » très particulier : celui de l' Europe du Sud, à laquelle appartiendraient la « bande des quatre » : l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France. Or, tandis que l'Europe du Nord serait durablement installée dans la social-démocratie, les conditions d'un changement original affecteraient ce que nous appelons, commodément, l'Europe du Sud. Malgré tout, s'agissant de l'Italie et de la politique du PCI, vous avez voulu marquer une certaine réserve.

H.L. : Que l'Europe du Sud traverse une situation privilégiée, on peut le dire, mais c'est bien difficile à prouver de manière convaincante. Il semble en effet, comme vous le suggérez, qu'il y ait de fait une redistribution et un nouveau partage du monde. Et dans cette nouvelle confi-

guration de l'espace mondial, il y a un secteur faillé, un « trou positif » diraient certains : l'Europe du Sud, c'est-à-dire l'Espagne, la France et l'Italie. Certains de mes amis attribuent cette situation à la sclérose des institutions dans ces pays. Je ne pense pas seulement au Parlement, mais aux ordres et aux corps constitués en France.

C.R. : Il y a en Europe du Sud un capitalisme d'Etat moins fort et moins développé que dans le Nord, et en même temps pouvant moins satisfaire les revendications ouvrières. On s'explique ainsi mieux la capacité de révolte et d'initiative.

H.L. : Pour ma part je songerais d'avantage aux contradictions qui existent au sein des milieux dirigeants.

T.S. : Comme il existe en France des contradictions entre une fraction nationale du capital — dont politiquement Chirac serait le représentant — et une fraction transnationale représentée par Giscard d'Estaing ?

H.L. : Oui. Il y a très probablement une fraction du capital qui ne songe qu'à trouver sa place sur le marché mondial. Il me semble, à cet égard, qu'à gauche, le débat politique n'ait pas suffisamment accordé de place à ce que l'on appelle la Trilatérale (1). A tort. C'est en Espagne que j'ai trouvé pour ma part le plus d'initiatives parmi les membres du Parti communiste. En Italie, je dois dire qu'ils ne brillent pas pour leurs analyses théoriques.

C.R. : Je crois que la situation du Parti communiste italien se complique du fait du manque de forces du Parti socialiste. Ce qui explique qu'il soit toujours entre le compromis et la compromission.

H.L. : Il y a dans tout cela plus d'un point d'interrogation. J'ai été frappé il y a quelques semaines par la façon dont les Américains sont intervenus dans nos affaires intérieures. J'espérais une déclaration commune des trois partis de la gauche et des partis de gauche des trois pays de l'Europe du Sud.

T.S. : Reste l'autogestion qui est au cœur de votre réflexion.

H.L. : C'est une question fondamentale. Nous avons dit dans notre ouvrage qu'elle était à la fois une pratique, une valeur et une utopie.

Mais c'est à un aspect bien particulier de la question que je voudrais répondre, en rappelant ce qui peut s'attacher d'idéologie au projet autogestionnaire et aussi en rappelant que l'autogestion n'échappera pas aux contradictions, et qu'elle va devenir le terrain et l'enjeu des luttes politiques. Nous sommes actuellement en train de voir poindre un modèle étatique nouveau se réclamant de l'autogestion, modèle que nous envisageons de manière critique. Cet état resterait

centralisé au niveau des décisions touchant l'information, l'énergie et les négociations sur le marché mondial. Un tel Etat pourrait laisser du « mou » dans les autres domaines, favoriser les organes et les institutions locales et régionales, bref à laisser une place à l'autogestion. Pour reprendre une formule de mes amis, Alain Bihr et Jean-Marie Heinrich (2), on verrait se substituer à la formule : « contrôler le tout en contrôlant tout » cette autre formule : « contrôler le tout sans tout contrôler ». Le projet dont je fais état c'est à n'en pas douter celui que caressent des responsables socialistes comme Rocard et Attali. Notre propos est d'attaquer ce projet. Je crois qu'il y va de ma responsabilité théorique. C'est une idée qui n'apparaît pas suffisamment dans notre livre. Ce projet récent peut comporter de nouvelles alliances de classe, notamment avec la fraction de la bourgeoisie qui entend défendre ses positions sur le marché mondial. Et, croyez-moi, ce projet ne se solderait pas seulement par des relations privilégiées avec l'Europe du Nord. Il irait beaucoup plus loin. C'est pourquoi l'autogestion est la question aujourd'hui centrale.

Sans la plus grande vigilance, elle risque d'être plus que récupérée et intégrée, mais intégrante à la nouvelle forme étatique brièvement signalée ici. Souvenez-vous de ce qui arriva, voici quelques dizaines d'années, à la revendication d'une rationalité de la production. Révolutionnaire au début, ce projet a tout simplement permis le prolongement du capitalisme et l'accroissement des forces productives dans les rapports de production capitaliste. Révolution ? Cela veut dire aussi : autodétermination de la classe ouvrière. Elle peut se servir en ce sens de l'autogestion, non sans conflits. Je répète cet avertissement : l'autogestion peut elle aussi être détournée et servir des dessins contraires aux aspirations qui se manifestent en elle.

La pensée théorique peut, doit y veiller ; mais elle ne peut évidemment pas remplacer le mouvement des masses... La contradiction qui se déploie jusqu'à devenir essentielle se situe à mon avis entre l'Etat et la classe ouvrière, entre l'entité étatique et l'autodétermination de la classe ouvrière, entre cette même entité étatique et la société civile.

**Propos recueillis
par José SANCHEZ ■**

(*) Editions livres Hallier, 1978.

(1) N.D.L.R. — Elle doit ce nom au fait de regrouper l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon. Créée en 1973 par M. David Rockefeller, elle regroupe d'éminents représentants des milieux industriels, financiers et intellectuels américains — dont l'entourage immédiat de Jimmy Carter. Parmi les responsables français membres de la fanéuse Trilatérale, citons MM. Barre, les présidents ou directeurs généraux de PUK (Pechiney-Ugine-Kuhlman), Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, EDF, UAP, Banque de Paris et des Pays-Bas, Compagnie financière, René Bonety (CFDT) et Michel Debatisse (FNSEA).

(2) Dans un article à paraître dans *Politique Hebdo*.

les armes de la critique



Jean-Claude Andréini (au second plan) :
en pirogue sur le fleuve Cacheu.

CHARITE A BETHUNE

● J.-M. Allain, *Une confrérie de l'Artois*, s.l. 1977, 35 F (commande chez l'auteur : 40, rue du 8 Mai 1945 - 59164 Marpent, Réduction pour les militants PSU et les lecteurs de TS).

La Confrérie des charitables de Saint-Eloi, à Béthune, est la plus ancienne des confréries existantes. Elle date de 1188. Le livre de J.-M. Allain tente d'en expliquer l'apparition, l'évolution et la survivance jusqu'à nos jours. Cela, en conciliant les apports méthodologiques de différentes écoles : le marxisme et le structuralisme notamment.

L'histoire événementielle de la Confrérie s'attache à mettre en valeur les raisons d'un recrutement social différentiel selon les époques.

La critique matérialiste de la notion de « charité » était sans doute nécessaire pour mieux comprendre la nature de la Confrérie. Pourtant, il ne s'est pas agi d'écrire un livre « pour » ou « contre ». Au contraire : la population de Béthune peut tirer sa fierté de posséder la plus ancienne association de France et de la défendre contre les appétits des marchands de corbillards... ■

LA GUINEE D'AMILCAR CABRAL

● Jean-Claude Andréini et Marie-Laure Lambert, *La Guinée-Bissau, d'Amilcar Cabral à la reconstruction nationale*, Paris, éd. de L'Harmattan, 216 p., 42 F.

Qui connaît aujourd'hui la Guinée-Bissau ? Hormis quelques journalistes, quelques diplomates, personne. Enfin presque... puisqu'il nous est donné de pouvoir lire un ouvrage — le seul — et qu'il est l'œuvre de témoins directs de l'œuvre de reconstruction nationale entreprise par l'équipe dirigeante de Bissau. Les compagnons d'armes d'Amilcar Cabral dont on avait pu lire les œuvres choisies aux éditions Maspéro. Jean-Claude Andréini et Marie-Laure Lambert ont en effet séjourné en Guinée-Bissau durant deux années. Comme conseillers techniques. Ils rapportent de leur expérience « sur le terrain », comme on dit, une somme de documents dont cet ouvrage est la synthèse. Certes, à aucun moment ils ne cachent leur sympathie pour ce petit pays. En un sens c'est tant mieux. Nous sommes en présence en effet d'un Etat qui, en dépit de sa superficie (36.125 km², l'un des pays les plus petits d'Afrique), du nombre de ses habitants, de la pauvreté de ses ressources naturelles, s'efforce pa-

tiement de bâtir une économie nationale. C'est l'objet même du livre publié par les éditions L'Harmattan.

Une première tâche s'imposait au P.A.I.G.C. (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et des Iles du Cap-Vert) : effacer les séquelles de la présence portugaise, une présence de cinq siècles. A la différence des autres colonies lusitaniennes (Mozambique et Angola), la Guinée-Bissau n'a jamais constitué une colonie de peuplement. Hormis les routes stratégiques indispensables à la poursuite de la guerre contre les colonnes des soldats d'Amilcar Cabral, on ne peut pas dire que les autorités de Lisbonne aient manifesté d'une manière quelconque leur « œuvre civilisatrice ». Le résultat ? A la fin de la guerre de libération, 97 % de la population guinéenne était analphabète, l'industrialisation du pays se résumait à la présence d'une seule usine ; encore s'agissait-il d'une usine de fabrication de bière destinée à couvrir les besoins de l'armée du général Spínola.

Ce n'est que très difficilement qu'aujourd'hui encore, les dirigeants sont parvenus à venir à bout de l'héritage colonial. Le III^e congrès du P.A.I.G.C. qui s'est tenu fin novembre s'est attaché à faire le bilan des années écoulées et à définir les objectifs de la prochaine période : l'indépendance nationale, l'unité avec les îles, le développement économique. Les auteurs se sont appliqués à cerner les contraintes qui pèsent sur la petite République de Bissau ; celles finalement de tous les pays en proie au sous-développement. A beaucoup d'égards leur ouvrage constitue un excellent document.

J. S. ■

LA JUSTICE ET SES TARES

● Philippe Madelin et Jean-Pierre Michel, *Dossier J...* comme Justice, Paris, éd. Alain Moreau, 1978, 367 p., 46 F.

La Justice et ses tares. Tel pourrait être le titre de cet ouvrage qui, représentant un certain nombre d'affaires connues et d'autres qui le sont beaucoup moins, nous livre au fil des pages le fonctionnement quotidien d'une institution dont la neutralité n'a jamais été qu'une façade mythique.

Il y a peu, rares étaient ses serviteurs à en avoir conscience, plus rares encore ceux qui osaient le clamer et l'écrire.

Depuis une dizaine d'années, les choses sont moins simples. Des juges,

quelques juges ont enfreint la loi du silence. Pis, refusé de perpétuer le déséquilibre de la balance. Non sans fracas. Réprimés, ces juges l'ont été chaque fois que leur action ou leur pratique touchait à un principe tabou de l'institution : Pascal et Dujardin, le secret de l'instruction, Patrice De Charette l'incroyable immunité des chefs d'entreprise responsables d'accidents

du travail, Etienne Ceccaldi et Monique Guémann l'asservissement du Parquet au pouvoir exécutif, Claude Joly la soumission de la « petite » justice quotidienne aux puissances de l'argent.

Le livre de Ph. Madelin et Jean-Pierre Michel évoque ces questions plus qu'il ne les décortique. Et c'est dommage. L'évolution du corps judiciaire et de la justice depuis dix ans s'iden-

tifie trop souvent à celle du syndicat de la magistrature. Il reste à en dresser le bilan. Il n'est pas sûr que l'exemple de quelques-uns ne soit traduit dans les pratiques judiciaires par de profondes mutations. Mais il s'agit d'un autre dossier. Qui reste à écrire.

Michel ETIENNE ■

La revue des revues

● Avec sa nouvelle livraison, la revue **Autogestion et socialisme**, s'interroge sur la signification de la référence à l'autogestion, en période électorale ou pré-électorale, dans le discours des partis de gauche, candidats au pouvoir.

Le mode d'interpellation est différent : pour le PS les textes publiés émanent de dirigeants nationaux exprimant, sinon le discours officiel, tout au moins des témoignages internes ; Gérard Fuchs parle du « **Parti socialiste et l'autogestion** », Robert Chapuis d'« **Autogestion nationale et socialisme autogestionnaire** ».

Pour le PC, la méthode est différente ; c'est « **de l'extérieur** » que l'étude est menée par Yvon Bourdet, principal animateur de la revue. Il en résulte un certain déséquilibre que l'on peut regretter ; il s'agit cependant de trois textes dignes d'un grand intérêt.

Au sommaire également un débat avec S.-C. Kolm, qui désormais fait partie du comité de rédaction de la revue, sur les perspectives économiques ouvertes par son livre **La transition socialiste** : comment et pourquoi le contrôle populaire de l'économie, ou, mieux, l'autogestion généralisée préserverait les chances d'expérience de gauche en France, lui évitant soit de périr, soit de trahir.

Enfin, une enquête menée dans trois communes par le groupe **Vidéo 00** sur « **L'autogestion au quotidien** ». Vandoncourt : 600 habitants, près de Sochaux, maire PS. Coupvray : 1 200 habitants, près de Paris, maire PSU (B. Castagner). Grande Synthe : 15 000 habitants, près de Dunkerque, maire PS. Du concret, passionnant.

● **La France des urnes**, c'est le titre générique du dernier numéro

de la revue **Politique-aujourd'hui**. La France coupée en deux ou en quatre ? C'est le thème des deux articles d'analyse sur les coalitions de poids électoral pratiquement égal, qui s'affrontent aujourd'hui. Gauche : Hervé Hamon intitule son texte « **PC, PS, FEN, L'Union** ». Il ouvre ainsi un débat qui aujourd'hui ne peut que s'exprimer au grand jour et qui concerne l'avenir de toute la gauche — et les autogestionnaires au premier chef. Droite : Colette Ysmal parle de la « **nature et réalité de l'affrontement Giscard-Chirac** ». Enfin un texte sérieux et solide sur les choix possibles de la bourgeoisie française. Janine Mossuz-Lavau, auteur d'un livre sur les jeunes et la gauche (à paraître), nous parle du vote des jeunes. Des conclusions optimistes sur un thème insuffisamment défriché jusqu'ici. Enfin un remarquable débat dont le thème directeur est « **La société française et les élections** », animé par Paul Noirot avec la participation de Pierre Viansson-Ponté, Didier Motchane, Jean-Marie Vincent et Patrick Viveret. Un excellent matériel, un numéro à conserver.

● **Critique socialiste** confirme sa vocation : approfondir la théorie socialiste autogestionnaire. La dernière livraison s'ouvre sur un large extrait de l'ouvrage de la commission économique du PSU, **L'Utopie réaliste**, signé de M. Mousel, au cœur de l'actualité, consacré aux nationalisations. On trouve aussi trois articles de Victor Fay qui reprennent ses interventions à la table ronde organisée à Cavtat en Yougoslavie, en septembre dernier. Le plus fourni des articles est consacré au problème du monolithisme et aux différentes formes de pluralisme politique notamment dans

les pays de l'Est, du point de vue du socialisme autogestionnaire. Les deux autres sont plus brefs mais incisifs. Ils sont consacrés au problème de la dynamique de la transformation des institutions dans la perspective du socialisme autogestionnaire et soulignent notamment la nécessité de la transformation de la démocratie directe des travailleurs d'organes de lutte en organes de pouvoir. Ce qui implique une rupture avec la démocratie bourgeoise ; même si celle-ci est le produit d'un dépassement qui commence par une phase de coexistence et même de complémentarité avant de se muer en antagonisme. Ils sont suivis d'une étude sur « **Lénine et l'autogestion** » de Pierre Joy, membre du comité central du PC belge, et favorable depuis longtemps à la perspective autogestionnaire de rompre avec les erreurs anciennes. Il note en particulier qu'elle ouvre la porte à deux risques d'erreur à la fois : la conciliation réformiste et « **un sectarisme nouveau, sans principes, celui-là** ». Bien vu, même si l'autogestion n'est guère présente dans cet article. L'article de Lucien Sfez et la discussion entre **Dialectiques** et Sfez est par contre pompeuse, un peu métaphysique et sans grand intérêt. Les articles de J.-F. Corallo consacrés aux ravages de Jacques Julliard, **contre la politique professionnelle** de P. Rosanvallon et P. Viveret, **pour une nouvelle culture politique** se contentent d'être des résumés fidèles et bien faits sans prendre position sur les problèmes posés par ces ouvrages et sans critiquer leurs problématiques.

● **Autogestion et socialisme**, n° 40, mars 1978, éd. Anthropos, 180 p., 25 F. **Politique-Aujourd'hui**, nos 3-4, mars 1978, 120 p., 18 F. **Critique socialiste**, nos 30-31, oct.-déc. 1977, 148 p., 25 F.



Bernard Blier et Alberto Sordi :
un portrait peu reluisant de l'italien moyen.

cinéma

Tartarin spaghetti

Un voyage qui se traîne
chez les bons sauvages

Ettore Scola : Nos héros réussiront-ils à retrouver leur ami mystérieusement disparu en Afrique ?
Salles : Elysée Lincoln, Quartier Latin.

● Crise dans les milieux lettrés de la bourgeoisie italienne : l'éditeur Di

Salvio (Alberto Sordi) rompt avec la monotonie Rolls-cocktails-golf pour s'en aller valser chez les zoulous, à la recherche de son beau-frère porté disparu. Flanqué d'un comptable peu reluisant, sorte d'homme d'affaires d'occasion, il s'installe du chapeau aux chaussettes dans la peau du parfait touriste et s'envole vers l'Angola.

C'est là que tout se complique, l'Afrique n'ayant pas les mêmes dimensions que la banlieue romaine et Scola n'ayant pas la main légère pour traiter cette fable. Certes, à travers les mésaventures de ce Tartarin de Tarascon spaghetti et de son double minable (Bernard Blier), Ettore Scola esquisse un truculent portrait de l'italien moyen, arriviste arrivé qui n'a pas la moindre culture mais beaucoup de prétention.

Dans sa dénonciation de la « civilisation », Scola réussit à mettre un ac-

cent plus çu'aigu sur l'esclavagisme en Afrique noire et la domination portugaise en Angola. Tout y passe : les missions catholiques, les systèmes de colonisation, l'asservissement par la bonne parole. Cela dit, ça se traîne — le film dure plus que le titre ! On se décroince les maxillaires pendant un quart d'heure — le temps de compter les dix expressions mécaniques d'Alberto Sordi, mais on finit par s'endormir.

Réhabilité, le voyage à la Jules Verne n'offre pas, ici, le foisonnement attendu, et il ne reste de cette reconstitution façon bande dessinée du mythe du bon sauvage qu'une outrance sans humour. On devait bien finir par apprendre, tôt ou tard, que l'auteur d'*Une journée particulière* n'avait pas réalisé que des chefs d'œuvre.

Fabian GASTELLIER ■

PARADJANOV EST-IL MORT ?

Il y a un peu plus d'un mois, l'*Humanité* annonçait la libération du cinéaste soviétique de nationalité arménienne, Sergueï Paradjanov, emprisonné depuis quatre ans.

De nouveaux éléments nous amènent aujourd'hui à communiquer les diverses informations parvenues au Collectif Sergueï Paradjanov :

— En août 1977, les milieux arméniens de Téhéran nous font savoir que « Paradjanov s'est perdu dans sa cellule ».

— Peu après, la nouvelle de la mort de Paradjanov circule à Erevan, capitale de la RSS d'Arménie.

— Dans le courant du mois de septembre, le Collectif reçoit un dessin de Paradjanov qui le représente une pelle à la main, creusant sa tombe (ce message avait mis plusieurs mois à nous parvenir).

— Début novembre une lettre du Comité américain pour la défense de Sergueï Paradjanov nous informe, à la suite de contacts pris à Moscou, que le cinéaste est sur le point d'être libéré, et qu'il est employé dans une usine de produits chimiques.

— Le 3 janvier dernier, l'*Humanité* annonce la libération de Paradjanov.

— A présent, dans les milieux très bien informés de Erevan, on affirme que Paradjanov est mort depuis plusieurs mois, en prison, mais qu'officiellement il va bientôt succomber à une crise cardiaque, ce qui expliquerait la mise en scène de sa prétendue « libération ».

Cette avalanche de nouvelles, en quelques semaines, après des années de silence, nous autorise le doute. Si Paradjanov est vivant, et nous l'espérons, il est facile pour les autorités soviétiques de nous en fournir la preuve. C'est pour eux une excellente occasion de montrer que s'il est des pays où l'on libère des cadavres, ce n'est pas en URSS.

Collectif Sergueï Paradjanov, 33,
bd Philipon, 13004 MARSEILLE ■

● NDLR : le film de Paradjanov, « Les chevaux de feu », sortira de nouveau à Paris le 12 avril (Elysée-Lincoln, 14 Juillet-Bastille, 14 Juillet-Parnasse, Quintette).

SELECTION CINEMA

● *Violanta*

de Daniel Schmid (voir TS n° 779 - Cinéma 14 Juillet Bastille).

● *Tras os Montes*

de Antonio Reiss et Margarita Martins Cordeiro. Documentaire sociologique et poétique sur une région en déclin du Portugal. (Action République).

● *A la recherche de M. Goodbar*

de Richard Brooks. L'ambiguïté de la vie d'une femme à la recherche de son identité ou de sa libération... La marque d'un grand réalisateur et d'une excellente actrice, Diana Keaton.

● *Nos héros réussiront-ils à retrouver leur ami mystérieusement disparu en Afrique ?*

de Ettore Scola (lire notre critique). (Elysée Lincoln, Quartier latin).

● *La terre de nos ancêtres*

de Rauni Molber. Les lois implacables de la nature dans un village de Laponie. Des rapports sociaux violents dans un univers mal connu et des paysages splendides. (Studio Logs, Olympic).

● *Force de frappe*

de Peter Watkins. Reportage fiction sur une grève des chantiers navals de Kopenhag, contre la construction de sous-marins nucléaires. Réflexion sur les luttes, la violence et le terrorisme, les médias. (Studio Racine).

● *La voix de son maître*

de Mordillat et Phillibert. Douze patrons répondent à des questions embarrassantes. Un film efficace et subtil.

(La Pagode).

Les grandes causes

Ressentiment, clapotis, apatrides, galeux, chienlit, matra, rouge, poker...

Enfin, voilà venir le temps du courage : verbe haut, commentaires acides, direct et re-direct, scandale, honte, colère. Oui, on s'engage, Monsieur, dans les journaux télévisés.

Bien sûr, on avait évité d'aborder le sujet aux alentours du second scrutin des législatives : prudence coco ; attendre ; ne pas mélanger tout ; la Bretagne doit d'abord voter. Après, on lui dira tout : feu très vert, pour accompagner l'horreur et le ressentiment de tout un peuple.

Micros qui restent ouverts ; objectifs qui n'en finissent pas de grossir le clapotis huileux de la mer, les ailes engluées de la mouette, la larme ou la trogne en colère des locaux. Jean-Claude Mangeot (*Antenne 2, Samedi-et-Demi*) a chaussé des bottes, lui aussi...

Les responsables de cette marée noire, on peut les montrer du doigt. Les apatrides, les cosmopolites, les complaisants ! C'est clair, non ? Il faut sévir ! Ah, quel frisson unanime fait passer le souffle des grandes causes nationales : comme l'affaire Claustre, les enfants battus, l'ennemi public numéro un. Et Empain, notre « baron », enfin récupéré.

On peut même aller un peu plus loin. L'ostréiculteur qui crie à la catastrophe et demande réparation — se lamente qu'on ne veuille plus de ses coquillages, même non mazoutés : « *Tout ce bruit autour de nous, dit-il en montrant la caméra, fait autant de mal que la marée noire !* » Dur à digérer, hein ? Difficile de s'engager ! Eh bien, c'est passé quand même. Contrairement à toutes les habitudes, on a omis de couper au montage. Ah, mais. Quelle ouverture !

Seule vraie limite : éviter les rappels du passé ; les sombres précédents de l'Olympic-Bravery ou du Torrey-Canyon ; bref, tout ce qui aurait l'air de vouloir dire que le gouvernement n'a pas pris les dispositions nécessaires pour empêcher ou lutter contre ce genre de fléaux. Les galeux, ils ne sont pas à Paris ; ils sont au Libéria, à Panama, en haute-mer ou ailleurs : que les Bretons se mettent ça dans la tête !

Et puis aussi, il n'y a pas lieu de rapporter par le menu les opinions de

ceux qui disent : *il y en a pour trois mois à digérer et nettoyer toute cette chienlit* ; pas la peine de galoper au volant de sa Matra-schnoull...

devant de la panique, c'est suffisamment grave comme ça. Ce genre de « relativisation » fait d'abord de la peine, et ensuite gâche un peu le tableau catastrophique dépeint en couleurs et en travers par les télé « engagées ».

L'affaire a permis à Jean-Claude Bourret, l'inimitable Zitrone des jeunes années (*TF1 - Week-End*), de jouer de ses registres familiers : grave (« *le pays est en deuil...* ») ; ferme (« *la volonté des Bretons est intacte...* ») ; admiratif (« *c'est un travail à la chinoise...* »)...

Le temps de nous amener à la seconde grande cause nationale de la journée : les vacances du président. On voit l'intérêt : Giscard a pris un peu de repos, quasiment incognito. Il est venu assister à la messe de Pâques (c'est la France pratiquante, Monsieur, qui vous a fermé la gueule l'autre dimanche !). Il est reparti, tout simple, au volant de sa Matra-Schnoull...

Mais l'essentiel, n'est-ce pas, c'est que la télé était là : c'était tout simple, mais il fallait que ça se sache, pour que ça devienne grandiose. Un peu comme les journalistes-sic s'enfilent les entrées et sorties sur le perron de l'Elysée, à longueur d'années, pour recueillir les exégèses les plus minimes de la pensée du Roi. Un peu comme on délègue des équipes lourdes et chères pour faire la planque, des nuits entières, devant le porche des Empain ou autres barons protégés de Neuilly. C'est ainsi qu'on s'engage, d'habitude, sans en avoir l'air, tout le temps.

A propos d'Empain, on l'a donc retrouvé : troisième cause nationale du week-end. Un certain Chaillou, qui succède à Bourret en fin de soirée sur *TF1*, en a tremblé devant nous : enfin, il avait sa fusée, il pouvait briller lui aussi, et escalader les marches de la célébrité télévisuelle, avec son air de beau-f à la Cabu. Le voilà qui se fend d'une lourde rétrospective. Et de belles phrases sur la douleur de la famille explorée mais enfin réunie. Pour être baron, on n'en est pas moins homme.

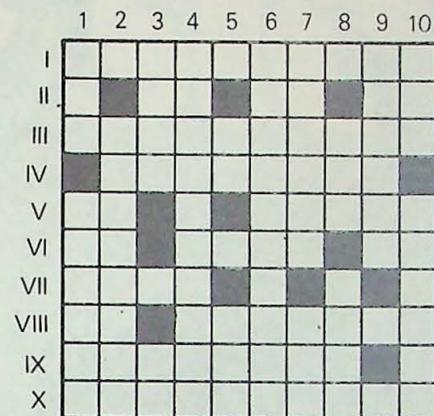
Faut pas compter sur le certain Chaillou, évidemment, suis-je naïf, pour nous rappeler que le ministre Bonnet et les téléés aux ordres avaient voulu nous faire croire, au début, à une affaire de Brigades rouges à la française, qui aurait fait « bien » dans le tableau de la grande campagne anti-gauche. Ni pour dire un mot des lourds barrages à mitrailleurs, absolument inefficaces, sinon pour me délivrer un PV pour « défaut de changement d'adresse sur carte grise ».

Et encore moins pour tenir un raisonnement du style : si Empain n'était pas un si gros plein-de-sous auréolé de noblesse et d'amitié avec le Président, et s'il n'avait pas pris la déplorable habitude d'aller jouer ses « bénéfices » au poker avec Yves Montand,

il aurait peut-être moins de truands (ou de brigadiers soi-disant rouges) pour avoir l'idée de le rapter et de lui taillader les doigts. Na !

Philippe MARIELIE ■

MTS CROISÉS



Horizontalement

I. Quand il suivait « Révolution », ce qualificatif en a fait des illusions ! - II. S'est marré à l'envers ! Conjonction. La vache ! - III. Ne pas faire comme le 19. - IV. Quand les poires finissent dans la purée. - V. Symbole. Usée. - VI. Chauffait les fellahs. Accueille une paire. A moitié cher ! - VII. Un outil pour Barre. - VIII. Ça va pour un coup. Mais pas forcément guérie. - IX. Décoreront. - X. Ça revient chaque année.

Verticalement

1. Conjonction. Des actes de foi ! - 2. Pètera. - 3. Passe sa vie au sol. Négation. - 4. Les estimations des sondages, par exemple... - 5. Rupin épelé. Suit un rio africain. - 6. C'est l'autogestion ! - 7. Décapitai. Les 3/4 d'un gnon. - 8. Article. Pour tout ce qui est contre. - 9. Pas de mise chez les travailleurs en ce moment. - 10. Un sigle militaire. A sa marge.

Solution du n° 55

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	T	L	A	N	T	I	S	T	E
II	S	O	I	N	E	R	E	S		
III	S	U	R	A	C	T	I	V	E	S
IV	O	R	A	G	E	U	S	E		
V	U	T	R	U			R	A		
VI	R	E	T	A	R	D	E	E		A
VII	D	A	I	M		O	R	M	E	S
VIII	I	U		M	A	S	S	E	E	S
IX	E		S	E	M		E	N		I
X	S	I		S	I	E	S	T	E	S

LA LIBERTE D'OPINION EST-ELLE MORTELLE ?

Chaque jour des hommes et des femmes, quelque part dans le monde sont jetés en prison, humiliés, torturés et parfois assassinés.

Leur unique crime est de ne pas avoir la race, la religion ou l'opinion politique de ceux qui les oppriment.

Ils n'ont pas eu recours à la violence, mais en sont les victimes.

Amnesty International est un mouvement mondial, financièrement indépendant, sans appartenance politique ou religieuse. Ses membres luttent pour la libération des prisonniers d'opinion, partout dans le monde, et pour l'abolition de la torture. Ce combat pour le respect des droits de l'homme est aussi le vôtre.

Aidez-nous par vos dons.



AMNESTY INTERNATIONAL

section Française : 18, rue de Varenne - 75007 Paris.

Logo conçu et réalisé gracieusement à l'initiative de l'agence Navarre & Associés.
Illustration offerte par Topor. La photogravure par TB Reproduction.
Typographie par Néotype. L'espace par ce journal.

Je tiens à contribuer à l'action d'Amnesty international en vous adressant un don : moins de 50 F 100 F 500 F et plus

Nom (facultatif) _____ Adresse _____

_____ Code postal _____ Ville _____

l'adresse à l'ordre de Amnesty international/77 un chèque bancaire barré, un chèque postal ou un mandat

1977
année du prisonnier
d'opinion